

Sina Arnold et Blair Taylor :

L'antisémitisme et la gauche, ou comment affronter un racisme invisible

La résurgence de l'antisémitisme a surpris de nombreux observateurs – de la tuerie dans la synagogue de Pittsburgh [le 27 octobre 2018], au slogan de l'alt-right*¹ «*Les Juifs ne nous remplaceront pas*», en passant par les récentes controverses au sein du Parti travailliste britannique² et des organisatrices de la Marche des femmes³ aux Etats-Unis. Bien que l'antisémitisme croisse aux États-Unis, il était absent des discours et des activités des progressistes et de la gauche, jusqu'à une période récente. Ces événements ont réintroduit le terme dans le lexique de ces militants, mais ceux-ci ont toujours tendance à se concentrer exclusivement sur l'antisémitisme plus meurtrier de la droite et à passer sous silence les manifestations (moins mortelles) de l'antisémitisme à gauche. Cet article cherche à combler un vide politique et analytique en dévoilant cette forme «invisible» de racisme. Il remet en question certaines hypothèses courantes à gauche et propose des outils d'analyse dans une perspective émancipatrice.

La gauche entretient une relation historique longue et compliquée avec l'antisémitisme. Ce texte analyse la manière dont l'antisémitisme peut se manifester dans les critiques de la gauche contre le capitalisme ou la politique mondiale*, ce qui nous permet d'illustrer comment cet antisémitisme converge ou diverge avec l'antisémitisme de la droite. Nous présenterons des exemples récents pour illustrer les stratégies rhétoriques couramment employées afin de nier, ou minimiser, l'existence de l'antisémitisme au sein des mouvements de gauche, ou pour faire dévier les discussions sur d'autres sujets. Puisque l'antisémitisme continue de façonner le paysage politique contemporain, les mouvements d'émancipation doivent se familiariser avec ses contours spécifiques et l'aborder activement dans leur travail politique.

MOTS CLÉS : antisémitisme, mouvements de gauche, gauche traditionnelle, Nouvelle Gauche, antisionisme, Israël/Palestine, Occupy Wall Street, Marche des femmes

¹ Les mots suivis d'un astérisque renvoient au glossaire établi par le traducteur placé à la fin de ce texte.

² Cf. les articles (en anglais) de Ben Gidley, Brendan McGeever et David Feldman, «Labour and Antisemitism : a Crisis Misunderstood» ; de Matthew Bolton «What Corbyn's favourite sociologists Greg Philo and Mike Berry get wrong about contemporary antisemitism» et du même auteur : «Conceptual Vandalism, Historical Distortion: The Labour Antisemitism Crisis and the Limits of Class Instrumentalism». Ces trois textes disponibles en ligne proposent de nouvelles pistes pour comprendre l'antisémitisme actuel (*NdT*).

³ Cf. Sur les discussions à propos de cette marche cf. Y.C, <http://nfnf.eu/spip.php?article776> (*NdT*).

INTRODUCTION

La résurgence de l'antisémitisme a pris de nombreux observateurs au dépourvu – du massacre dans la synagogue de Pittsburgh [le 27 octobre 2018] au slogan de l'alt-right «*Les Juifs ne nous remplaceront pas*», en passant par les récentes controverses au sein du Parti travailliste britannique et de la Marche des femmes aux États-Unis. Bien que l'antisémitisme augmente aux États-Unis et dans le monde, il est resté – jusqu'à récemment – absent des discours et des pratiques politiques des progressistes et de la gauche. Ce silence a été aggravé par le fait que les tentatives d'aborder l'antisémitisme ont souvent été accueillies par des réactions inhabituelles dans une gauche généralement sensible aux allégations de racisme.

On perçoit souvent l'opposition à l'antisémitisme comme une caractéristique automatique et inhérente de la gauche : puisque celle-ci s'oppose à toutes les formes de racisme et d'oppression, elle combattrait, par définition, l'antisémitisme. De, plus de nombreux progressistes pensent que l'antisémitisme n'est plus un problème social grave ou systémique, et qu'il ne mérite aucune attention particulière – notamment par rapport au racisme contre les Noirs et les Arabes (Rosenblum 2007, Arnold 2015, Sunshine 2017).

Enfin, certains militants affirment souvent que la lutte contre l'antisémitisme ne serait qu'un écran de fumée cynique pour défendre Israël et dissimuler la «*hasbara*» – euphémisme désignant la propagande israélienne – qui diffuse des positions anti-arabes, sionistes et de droite dissimulées sous un vernis antiraciste. De nombreux membres de la gauche répondent donc aux allégations d'antisémitisme en émettant des soupçons inhabituels, voire en maniant la dérision contre ces affirmations, et ils abandonnent totalement cette question puisque, selon eux, la droite se l'est appropriée.

Cet article vise à combler ce vide politique et analytique en dévoilant une forme «invisible» de racisme: nous remettons en question certaines hypothèses courantes au sein de la gauche et proposons des outils d'analyse ancrés dans une perspective émancipatrice. La gauche entretient une relation historique, longue et compliquée avec l'antisémitisme ; parfois, non seulement elle ne l'a pas contesté, mais elle l'a activement reproduit. Il nous faut clarifier en quoi l'antisémitisme est différent des autres formes de racisme, identifier ses tropes* de base et le définir comme une conception du monde qui racialise l'humanité d'une façon très spécifique. Des exemples récents illustreront les stratégies rhétoriques courantes employées pour nier, ou minimiser, l'existence de l'antisémitisme au sein des mouvements de gauche, ou détourner les conversations à ce sujet.

Nous signalerons également les principaux changements historiques et intellectuels qui ont façonné la façon dont les mouvements de gauche discutent (ou refusent de discuter) de l'antisémitisme, héritage qui continue de modeler leur discours aujourd'hui. Bien que la récente résurgence d'un antisémitisme virulent ait réintroduit ce terme dans leur lexique, ils ont toujours tendance à se concentrer exclusivement sur l'antisémitisme plus meurtrier de la droite tout en restant silencieux sur l'antisémitisme moins violent de la gauche. En analysant la façon dont l'antisémitisme se manifeste dans les critiques de la gauche à l'égard du capitalisme, de la modernité ou de la politique mondiale*, nous illustrerons comment il se recoupe avec l'antisémitisme de la droite mais aussi en diverge. Enfin, nous explorerons l'antisémitisme en relation avec la centralité d'Israël et de la Palestine dans le discours de la gauche contemporaine, et ses réticences à s'attaquer aux questions compliquées du cadre d'analyse, du choix des priorités et des alliances politiques indésirables.

Ce texte évoque principalement les positions de la gauche américaine. Aux États-Unis, les militants ont souvent tendance à considérer l'antisémitisme comme un phénomène essentiellement européen, limité à un passé lointain. Certes, quelques personnes ou groupes¹ ont tenté d'aborder l'antisémitisme

¹ Cf. la brochure d'April Rosenblum *The Past Didn't Go Anywhere* (2007) ; l'essai de la Marxist Humanist Initiative «Beware of Left Anti-Semitism» (2011) ; la lettre ouverte collective «Not Quite «Ordinary Human Beings» – Anti-imperialism and the Anti-Humanist Rhetoric of Gilad Atzmon» (2012) ; l'article de Spencer Sunshine «The Left Must Root Out Antisemitism in Its Ranks» (2017) ; et la brochure du groupe Jews for Racial and Economic Justice *Understanding Antisemitism : An Offering to Our Movement* (JFREJ 2017). [Note du traducteur: pour ce qui concerne Spencer Sunshine, on pourra lire en français la brochure *Comment la gauche anglophone perçoit l'antisémitisme* – sur le site npnf.eu – dont une édition papier considérablement augmentée sera publiée en 2022.]

contemporain au sein de la gauche, mais leurs contributions restent largement inconnues et invisibles. La plupart des Américains non juifs ne sont pas conscients de la longue histoire de l'antisémitisme aux États-Unis ; et, lorsqu'ils reconnaissent son existence, ils le comprennent comme un problème du passé et non du présent. A contre-courant de cette vision, nous démontrerons que l'antisémitisme reste une menace à l'échelle mondiale, y compris aux États-Unis.

Toute politique ou théorie émancipatrice et antiraciste doit affronter la question de l'antisémitisme en théorie et en pratique. Il faut pour cela prendre conscience de l'histoire de l'antisémitisme à gauche et reconnaître que les mouvements de gauche ont le plus souvent négligé cette forme d'oppression jusqu'à très récemment, et à quelques exceptions près. Alors que la gauche identifie facilement et dénonce les manifestations les plus manifestes et les plus meurtrières de l'antisémitisme de la droite, elle a du mal à repérer et à traiter les formes plus subtiles de l'antisémitisme en son sein.

Les militants réagissent souvent de manière défensive aux allégations d'antisémitisme. S'ils ne les rejettent pas comme diffamatoires, ils affirment fréquemment que l'antisémitisme de droite est bien pire. Selon nous, ces réactions ne sont pas le résultat d'une intention antisémite consciente ; les militants ignorent généralement les spécificités de l'antisémitisme et admettent aussi, sans examen critique, des hypothèses politiques admises dans leur milieu. Face aux menaces et à la violence croissantes à l'encontre des Juifs dans le monde entier, les réponses de la gauche sont insuffisantes. Nous espérons donc que cet article pourra apporter une petite contribution à une critique de l'antisémitisme dans une perspective émancipatrice.

QU'EST-CE QUE L'ANTISÉMITISME ?

Pourquoi les militants de gauche négligent-ils l'antisémitisme ? Fréquemment, ils partent du principe que l'antisémitisme fonctionnerait de la même manière que les autres formes de racisme, et ne présenterait donc pas des caractéristiques spécifiques et distinctes. L'antisémitisme peut certainement prendre la forme d'un simple préjugé racial, ou d'une discrimination à l'encontre des Juifs – et à l'extrême droite, la haine raciale manifeste, ou fondée sur des pseudo-théories biologiques, est encore courante. Cependant, l'antisémitisme est unique dans la mesure où, historiquement, il a évolué dans le cadre d'une idéologie antimoderne plus vaste, étroitement liée à l'essor de la société bourgeoise, c'est-à-dire au capitalisme, au cosmopolitisme et à l'État-nation moderne (Benz 2005 ; Volkov 1978). Bien entendu, l'antisémitisme partage de nombreux éléments communs avec d'autres formes de racisme : en tant que groupe, les Juifs sont essentialisés ; on leur assigne des attributs négatifs et on les discrimine dans divers domaines de la vie – caractéristiques partagées par tous les racismes.

Cependant, il existe également des différences importantes entre l'antisémitisme et les autres formes de racisme – tout comme entre les formes spécifiques de racisme envers les Noirs, les Asiatiques, les Arabes et d'autres groupes. D'une manière générale, les formes de racisme dites « coloniales » et qui visent les peuples colonisés, les groupes indigènes ou les esclaves africains considèrent « l'autre » comme un être inférieur, non civilisé et sous-humain. Cet « autre » symbolise la nature et une sexualité incontrôlable ; il est associé au corps et aux émotions, par opposition à l'esprit et à la raison. Cette conception conduit à son tour à le caractériser comme moins intelligent, criminel et paresseux. Présenté comme inférieur, cet « autre » doit supposément être supprimé, exploité et exclu (Arnold 2018).

En revanche, « le Juif » est généralement moins associé à la nature qu'à la modernité et à la société. Les Juifs sont vus comme des individus cosmopolites sans racines et sans loyauté envers leur communauté ou leur pays, « sur-civilisés », d'une intelligence suspecte et physiquement faibles. Ils sont dépeints comme des individualistes à outrance (qui, en même temps, affectionnent les cliques tribales), des matérialistes avides d'argent qui sont devenus puissants et riches grâce à leur malhonnêteté et à leur ruse. En bref, ils personnifient tous les aspects négatifs de la société moderne. Les « Juifs » sont perçus soit comme des gens qui dirigent ouvertement le monde, soit comme des individus qui conspirent secrètement dans ce but. Par conséquent, l'antisémitisme ne cherche pas simplement à rabaisser « l'autre » et à le maintenir dans une position inférieure, mais plutôt à détruire son pouvoir hégémonique – et l'éliminationnisme nazi a poussé cette idée jusqu'à sa conclusion logique. *La Dialectique de la Raison* (1974), l'ouvrage classique de Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, voit dans l'antisémitisme une expression pathologique de la tendance du capitalisme à abolir la possibilité d'un monde radicalement différent. Ce livre décrit comment l'expérience de la domination inhérente à une société capitaliste fondée sur la recherche incessante du profit plutôt que des besoins humains peut se

transformer en une haine envers les Juifs : *«Peu importe comment sont les Juifs en tant que tels, leur image vue comme l'image du peuple vaincu présente les traits auxquels la domination devenue totalitaire ne peut qu'être hostile : ceux du bonheur sans pouvoir, du salaire obtenu sans travail, de la patrie sans frontières, de la religion sans mythe. Ces caractéristiques sont rejetées par la domination parce que les dominés y aspirent secrètement»* ([1974, p. 292).

C'est précisément cette posture critique du pouvoir et du capitalisme qui a rendu la gauche plus sensible à l'antisémitisme qu'à d'autres formes de racisme ; ce n'est pas un hasard si le dirigeant socialiste allemand August Bebel l'a qualifié de «socialisme des imbéciles¹» (Adorno et Horkheimer 1974 ; Postone 2006 ; Battini 2016).

Si l'antisémitisme implique des préjugés et des discriminations qui affectent tous les groupes racialisés, c'est aussi, plus fondamentalement, une vision du monde. Anti-moderne, cette vision expansive propose une prétendue critique de la société bourgeoise. L'antisémitisme cible des caractéristiques centrales de la société moderne – l'abstraction, l'universalité, la mobilité, le cosmopolitisme et le capitalisme – et tous ces éléments sont identifiés et personnifiés par «le Juif» (Battini 2016). Il est essentiel de comprendre la nature spécifique de l'antisémitisme pour reconnaître ses manifestations. L'antisémitisme étant une vision du monde, la position ou l'identité d'un sujet donné ne lui confère aucune immunité : les militants de gauche ne sont pas convaincus, à juste titre, lorsque la droite légitime le racisme en brandissant les déclarations de Clarence Thomas* ou de Thomas Sowell*, ou qu'elle rejette l'accusation de sexisme en citant les propos de Laura Southern* ou de Phyllis Schlafly*. De même, les Juifs, les personnes de couleur et les antiracistes déclarés peuvent propager des stéréotypes antisémites.

Dans les discussions actuelles au sein de la gauche sur le racisme, la «vérification des privilèges*», la «culture de la dénonciation publique» (*call-out culture**) et l'«examen de conscience» (*soul-searching**) sont devenus la norme, tandis que la remise en question de ces allégations est généralement perçue comme une défense du racisme. Dans ce contexte, le deux poids, deux mesures de la gauche concernant les accusations d'antisémitisme est d'autant plus flagrant.

L'ANTISÉMITISME ET LA GAUCHE AMÉRICAINE: UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

Divers exemples historiques montrent que les militants de gauche américains n'ont pas été immunisés contre la pensée antisémite. Les populistes* de la fin du XIX^e siècle ont parfois diffusé une imagerie antisémite qui associait les Juifs aux banques et à l'exploitation économique, faisant du *«Juif un symbole du capitalisme et de l'urbanisme, concepts en eux-mêmes trop abstraits pour susciter une animosité politiquement efficace»* (Moore 1981, p.103). La gauche traditionnelle, et en particulier le Parti communiste, était ambivalente en ce qui concerne l'antisémitisme, mais s'alignait généralement sur les positions du Parti communiste de l'Union soviétique ; le PC américain ignore, ou approuva, notamment les simulacres de procès antisémites qui présentaient les militants communistes juifs comme des individus déloyaux et des traîtres en Union soviétique sous Staline, en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est (Norwood 2013).

L'héritage politique de la Nouvelle Gauche est particulièrement éclairant dans ce domaine. Au cours des années 1960, l'anti-impérialisme et l'antisionisme ont pris une place de plus en plus centrale dans la politique de la Nouvelle Gauche dont le discours a parfois été antisémite. Dans ce cas, ce discours assimilait les Juifs à Israël et les tenait collectivement responsables des actions israéliennes. On en trouve d'abondants exemples dans la presse radicale de la Nouvelle Gauche, comme lorsque le journal du Socialist Workers Party (SWP)* affirma *«En fournissant des hommes, de l'argent et en usant de leur influence, les Juifs ont contribué à faire d'Israël une réalité et à perpétuer les crimes commis contre les Palestiniens. Le peuple du Livre [...] a changé de rôle, passant d'opprimé à oppresseur»* (Forster et Epstein 1974, p. 130).

Un communiqué du New World Liberation Front*, groupuscule se réclamant de la guérilla urbaine dans les années 1970, adopta un langage encore plus violent : *«Ces porcs de la classe dirigeante sioniste*

¹ En réalité, l'expression a été utilisée pour la première fois par un social-démocrate autrichien Ferdinand Kronawetter (*NdT*).

ne massacreront pas les pauvres qui se battent pour une vie juste sans subir de graves répercussions. La classe dirigeante judéo-américaine ne réussira pas à se protéger longtemps. Elle devrait considérer ce problème avec attention ! Nous montrerons à la classe dirigeante judéo-américaine combien elle est extrêmement vulnérable, ici, dans le ventre de la bête. Leurs vies seront en grave danger si Rabin, ce chien fou, inflige un massacre au peuple palestinien [...]. Nous appelons tous les camarades à agir directement contre tous les suceurs de sang de la classe dirigeante judéo-américaine si Rabin décide de massacrer les combattants de la liberté ! Ces chiens de la classe dirigeante sont influents tant ici qu'en Israël et ils sont extrêmement vulnérables» (1976).

Dans ce texte, les Juifs américains sont directement menacés de représailles violentes pour les crimes d'Israël et du capitalisme mondial, combinés et incarnés dans la figure conspiratrice de la «*classe dirigeante judéo-américaine*», décrite comme des parasites «*suceurs de sang*», des «*chiens*» qui doivent être abattus. L'article était illustré par une caricature raciste présentant des images stéréotypées de Juifs comploteurs au nez crochu.

Lors de la candidature du pasteur afro-américain Jesse Jackson* à la présidence en 1984, ce représentant de l'aile progressiste du Parti démocrate qualifia la ville de New York de «*Hymietown*», «*hymie*» (yousin en français) étant une insulte raciste pour les Juifs (Joyce 1984). De nombreux militants de gauche défendirent Jackson ou tentèrent de rationaliser ses commentaires (Lester 1985 ; «*For Jesse Jackson*» 1986). Ces exemples de tolérance envers l'antisémitisme ouvert, ou de sa défense, mettent en lumière la persistance d'un deux poids, deux mesures dans le discours de la gauche par rapport à d'autres formes de racisme.

LA GAUCHE AMÉRICAINE CONTEMPORAINE

S'il y avait un doute, la tuerie dans la synagogue Tree of Life en 2018 a démontré avec force que l'antisémitisme persiste comme une menace mortelle.

Selon un sondage de 2014, 26 % de toutes les personnes interrogées dans 101 pays approuvaient au moins 6 des 11 affirmations antijuives qu'on leur avait présentées (Anti-Defamation League 2014). Les États-Unis ne font pas exception à la règle ; si les attitudes antisémites y sont moins prononcées, 19 % jugent encore l'affirmation «*Les Juifs ont trop d'influence/de contrôle sur Wall Street*» comme «*vraie*» ou «*probablement vraie*», tandis que 14% approuvent l'affirmation «*Aujourd'hui, les Juifs exercent trop d'influence aux États-Unis.*» Les incidents antisémites (y compris les agressions physiques, les actes de vandalisme et les attaques contre les institutions juives) ont connu un pic de près de 60 % en 2017, soit la plus forte augmentation annuelle enregistrée (Anti-Defamation League 2018). En outre, la sensibilisation à l'antisémitisme historique n'est pas très élevée : une récente enquête nationale sur la sensibilisation face à l'Holocauste et sa connaissance parmi les adultes américains a révélé qu'il existe non seulement des lacunes importantes dans la connaissance historique du judéocide, mais aussi que 70% des Américains affirment que le nombre de personnes semblant se soucier de l'Holocauste est moins important qu'avant (Claims Conference 2018). Ces évolutions ont des effets sur les Américains juifs : dans une enquête de 2019 sur les Juifs américains, 84 % des personnes interrogées avaient l'impression que l'antisémitisme avait augmenté au cours des cinq dernières années, et 42 % se sentaient moins en sécurité qu'il y a un an (American Jewish Committee 2019).

Au cours des vingt dernières années, au moins seize meurtres antisémites ont eu lieu aux États-Unis. En 2006, Naveed Afzal Haq a commencé à tirer dans l'enceinte de la Fédération juive de Seattle en criant : «*Je suis un Américain musulman, je suis en colère contre Israël*». [Il tua une personne et en blessa cinq autres, *NdT*.] Après le 11 septembre 2001, il a déclaré que ses actions étaient politiquement motivées par George W. Bush, l'islamophobie, Israël et la guerre en Irak – thèmes classiques de la gauche des années 2000. En 2009, un suprémaciste blanc a tué un agent de sécurité au musée américain de l'Holocauste à Washington ; et en 2014, Frazier Glenn Miller, militant suprémaciste blanc depuis des années, s'est livré à un carnage meurtrier visant une institution juive à Kansas City, tuant trois personnes [qui d'ailleurs n'étaient pas juives, *NdT*]. Le tireur de Tree of Life a assassiné 11 hommes et femmes en 2018, peu de temps après avoir posté en ligne une diatribe contre «*les sales juifs malfaisants qui amènent les sales musulmans malfaisants dans le pays ! !*». (Gessen 2018).

Pourtant, contrairement à d'autres explosions de violence raciste, à quelques exceptions près, les médias de gauche n'ont pas eu grand-chose à dire, voire se sont tus, sur ces événements. Contrairement aux cas de violence islamophobe, ils n'ont pas appelé à une plus grande réflexion à l'échelle nationale ni

souligné la nécessité de lutter contre l'antisémitisme (Shire 2018 ; Tabarovsky 2019 ; Mudede 2015 ; Hsieh et Sanders 2017).

Voyons maintenant comment la gauche américaine contemporaine aborde l'antisémitisme. On trouve relativement peu d'exemples d'*antisémitisme ouvert* dans les cercles de gauche. Le mouvement anti-guerre durant l'ère Bush a parfois utilisé des images antisémites (Arnold 2015). Les images de Juifs au nez crochu tenant un globe entre leurs mains ne sont pas rares sur les affiches et les banderoles des manifestations contre Israël (Wistrich 2012, p. 472). L'antisémitisme s'est également manifesté en marge du mouvement Occupy Wall Street. Un homme est apparu à plusieurs reprises au campement de Zuccotti Park à New York en tenant des pancartes proclamant «*Google : Banquiers juifs*». Une poignée d'autres personnes se sont mobilisées en brandissant des pancartes affirmant que ses opinions ne représentaient pas les leurs, ni celles du mouvement en général (Goldberg 2011). Cependant, un Juif a été agressé plus tard, au même endroit, après avoir été pris à partie dans la rue. Des théories du complot antisémites sont apparues assez fréquemment dans les forums en ligne d'Occupy. Une page Facebook «*Occupy Wall Street*», qui n'avait aucun lien avec le mouvement, a affiché des images antisémites.

Pourtant, cette «fausse» page a finalement attiré beaucoup plus de «likes» que la page Facebook officielle d'Occupy (Arnold 2015). Bien qu'il n'ait pas sollicité leur soutien, le mouvement Occupy a attiré tout un éventail de sympathisants d'extrême droite qui avaient des objectifs différents. Dans une vidéo intitulée «*Occupy Zionist Wall Street*», le célèbre suprémaciste blanc David Duke* a fait l'éloge de ceux qui attaquent les banques internationales censées tenir l'Amérique en otage. Le Parti nazi américain a également exprimé son soutien à Occupy Wall Street ; il a loué sa capacité à faire prendre conscience aux «*indigènes*» de l'influence des «*banquiers juifs de Wall Street*» et déclaré que «*cette question est faite sur mesure pour les nationaux-socialistes*». Plusieurs groupes nazis ont tenté d'infiltrer les campements d'Occupy mais ils ont été pour la plupart refoulés (Lyons 2011). Dans le même temps, des intervenants moins explicitement de droite comme le théoricien du complot David Icke* ont été accueillis au sein de certains camps d'Occupy (Sunshine 2014). Cet intérêt de la droite montre le potentiel d'antisémitisme que représentent les critiques populistes et personnalisées de la société capitaliste, critiques toujours vagues.

Plus récemment, divers mouvements partisans de l'intersectionnalité ont été entachés par des allégations d'antisémitisme. La Marche des femmes a fait face à une cascade d'accusations, notamment des déclarations antijuives faites lors de sa première réunion ; l'omission notable de l'oppression juive dans ses déclarations publiques ; et son association avec Louis Farrakhan¹, antisémite, antiféministe et homophobe. Farrakhan, leader de la Nation of Islam, tient des discours antisémites depuis des années (Southern Poverty Law Center, n.d.). La direction de la Marche des femmes a réagi aux critiques de manière défensive et dédaigneuse ; elle a fini par publier des déclarations générales condamnant l'antisémitisme et la transphobie, mais elle a refusé de tenir Farrakhan et son organisation pour responsables. La coprésidente de la Marche des femmes, Carmen Perez*, a publiquement qualifié la question de «diversion» (Harnish 2018) ; quant à la coprésidente Tamika Mallory*, elle a appelé à «l'empathie» et au besoin de «nuances et de complexités²». De tels propos équivoques font malheureusement partie d'un modèle commun grâce auquel les accusations d'antisémitisme sont rejetées comme des tentatives de diviser et discréditer les mouvements pour la justice sociale, ou comme des diversions par rapport à des questions plus importantes. Il en résulte que l'antisémitisme ne peut être abordé en tant que tel, mais seulement de manière indirecte en faisant référence à d'autres questions.

En 2017, trois lesbiennes juives participant à la Dyke March* de Chicago ont été priées de quitter la manifestation parce qu'elles tenaient un drapeau arc-en-ciel orné d'une étoile de David, symbole «sioniste» selon les organisateurs de l'événement. En 2015, un rassemblement de Black Lives Matter à Seattle s'est arrêté devant un nouveau dispensaire de marijuana pour dénoncer la gentrification du quartier, mais un orateur en a profité pour accuser le propriétaire juif d'être originaire d'Israël et de servir dans les Forces de défense israéliennes (Mudede 2015). En réalité, sa famille vit dans le quartier depuis plusieurs générations et il ne s'est jamais rendu en Israël. Lors d'une manifestation ultérieure

¹ Sur Farrakhan et ses alliées, cf. Y.C., <http://nfnf.eu/spip.php?article776> (NdT).

² Cf. Twitter : <https://twitter.com/TamikaDMallory/status/970490221598072834>.

devant le même local, un autre militant de premier plan a été filmé en train de dire au propriétaire de «*retourner en Allemagne*» et de «*laisser les nazis s'en prendre encore à vous*», laissant entendre que cette personne qui habitait le quartier depuis très longtemps n'était pas à sa place et devait retourner en Europe pour subir la violence antisémite (Brownstone 2017).

Ces incidents démontrent la persistance du trope antisémite selon lequel les Juifs seraient des outsiders malveillants fondamentalement étrangers à la «vraie» communauté et qui s'en prennent à cette communauté ; et aussi l'idée qu'Israël serait au centre du Mal mondial. Le premier thème prédominait dans la propagande nazie et s'exprima de manière paradigmatique dans une caricature tristement célèbre de *Der Stürmer* représentant un «*ver juif*» se frayant un chemin à travers une pomme étiquetée «*économie allemande*» tout en la dévorant. La légende affirmait : «*Quand quelque chose est pourri, le Juif est derrière.*» La seconde est illustrée par la fréquence à laquelle des mouvements de gauche, par ailleurs extrêmement divisés, trouvent un terrain d'entente dans le militantisme anti-Israélien, phénomène très visible même dans les mouvements ayant peu de liens avec les questions du Moyen-Orient. La campagne «*Deadly Exchange*» (Echange mortel) de Jewish Voice for Peace en est un exemple récent : elle tente de rejeter la responsabilité de la violence policière raciste aux États-Unis sur Israël (et sur des groupes juifs comme l'ADL*) en dénonçant les programmes d'échange entre les polices des deux nations qui partageraient les «*pires pratiques*» ; pour appuyer cette accusation, elle s'appuie sur une chaîne de liens extrêmement ténus (Elman 2019). La centralité du discours anti-Israélien sur la gauche en a fait un point de résonance avec l'extrême droite, des suprémacistes blancs comme David Duke* aux fondamentalistes islamiques de Louis Farrakhan* en passant par le Hamas (Laquer/Laqueur 2006).

Ilhan Omar*, la première personne d'origine somalienne et l'une des deux premières musulmanes élues au Congrès américain en 2018, a suscité une vive controverse sur son antisémitisme. Tout d'abord, on a découvert un tweet de 2012 dans lequel elle avait déclaré qu'«*Israël a hypnotisé le monde ; qu'Allah réveille les gens et les aide à voir les méfaits d'Israël*» ; ce tweet recyclait les tropes suivant lesquels les Juifs manipuleraient le monde de façon occulte (Bresnahan 2019). Cette déclaration a été suivie d'un autre tweet suggérant que le soutien républicain à Israël était «*uniquement une question de Benjamins¹*» et désignant l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC*) comme le grand argentier. Ce trope antisémite classique d'un groupe obscur de Juifs puissants contrôlant secrètement le gouvernement rappelle la théorie du «*ZOG*» («*gouvernement sioniste d'occupation*») inventée par l'extrême droite. Mais certains ont rétorqué qu'il s'agissait d'une description précise du fonctionnement du lobby pro-Israélien. Comme l'a noté Michelle Goldberg, une journaliste du *New York Times* elle-même très critique à l'égard d'Israël : «*A un moment où les militants ont finalement ouvert une brèche dans la politique américaine pour remettre en question notre relation avec Israël, il incombe particulièrement aux critiques légitimes d'Israël d'éviter tout ce qui rappelle la haine anti-juive. Et l'idée que les Juifs sont les marionnettistes du monde, qu'ils utilisent leur savoir-faire financier pour obliger les gentils à faire ce qu'ils veulent, en est une*» (2019).

Bien que Mme Omar se soit excusée et ait remercié ses collègues juifs de l'avoir aidée à mieux connaître l'«*histoire douloureuse des tropes antisémites*», divers médias de gauche ont condamné ses excuses et sont revenus sur ses déclarations. L'éminent magazine de gauche *Jacobin* a déclenché un déluge de titres proclamant : «*Ilhan Omar avait raison*», «*Ilhan Omar n'est pas antisémite*» et «*Les démocrates laissent tomber Ilhan Omar*» (Ackerman 2019 ; Kulwin 2019 ; Savage 2019). Si quelques commentateurs ont critiqué certaines déclarations d'Omar, la plupart de ses défenseurs se sont concentrés sur l'islamophobie et la mauvaise foi de ses détracteurs républicains ; aucun n'a mentionné les nombreux Juifs blessés par ses propos.

Comme nous l'avons déjà indiqué, si la gauche contemporaine défend l'égalité et s'oppose à la haine et à la discrimination raciales, elle perçoit rarement l'«*antisémitisme primaire*» – les préjugés et discriminations manifestes à l'égard des Juifs – quand il se manifeste au niveau individuel et elle s'oppose souvent explicitement à ce que cet antisémitisme soit dénoncé. Pourtant, comme nous le savons à propos d'autres formes de racisme, le fait que l'animosité raciale ne se manifeste pas ouvertement ne signifie pas que le racisme n'existe pas. La gauche ignore ou excuse l'antisémitisme, qu'il soit conscient ou non, surtout s'il s'exprime dans une critique d'Israël ou si des militants de gauche

¹ L'effigie de Benjamin (Franklin) se trouve sur les billets de 100 dollars (NdT).

sont impliqués. A gauche, au lieu d'expressions ouvertes de l'antisémitisme, nous trouvons surtout divers schémas, réactions et discours qui rendent le débat impossible. Dans les sections suivantes, nous identifierons trois réactions courantes face aux tentatives de discussion sur l'antisémitisme à gauche : le *déni*, la *minimisation* et la *diversion*. Nous examinerons chacune de ces dynamiques à tour de rôle.

* LE BLOCAGE DES DISCUSSIONS SUR L'ANTISÉMITISME À GAUCHE : TROIS DYNAMIQUES COMMUNES

Déni et minimisation

Puisqu'ils reconnaissent appartenir à une société structurellement raciste et (hétéro)sexiste, les militants de gauche font souvent preuve d'un haut degré de sensibilité et d'autocritique à l'égard de l'oppression et de la domination. Pourtant, l'antisémitisme ne figure généralement pas sur la liste des «ismes» (capitalisme, racisme, sexisme, etc.) ciblés par la gauche. Occupy Wall Street, par exemple, a engagé des débats animés sur le «privilege* blanc» et le racisme au sein du mouvement, et a également débattu de la manière de traiter les agressions sexuelles et la domination masculine constatées dans certains campements. Malgré plusieurs cas d'antisémitisme ouvert et la large participation de militants de droite dans Occupy, l'antisémitisme n'a jamais été un sujet de discussion similaire. Bien qu'aucun cas de racisme manifeste contre les Noirs n'ait été signalé, c'est devenu un thème clé du mouvement. En revanche, il a fallu exercer une forte pression sur la direction de la Marche des femmes pour qu'elle inclue l'antisémitisme dans ses déclarations de solidarité intersectionnelle. La porte-parole de l'organisation, Linda Sarsour*, a suggéré que, si l'antisémitisme existait, il ne s'agissait pas d'une forme systémique* de racisme – effaçant ainsi la nature hautement systémique de l'Holocauste et le rôle central que joue l'antisémitisme dans les visions du monde de l'extrême droite (Pidly 2018, Ward 2017). La gauche crée ainsi une hiérarchie tacite dans laquelle, du fait qu'ils sont étiquetés comme «blancs» (ce qui invisibilise également les Juifs de couleur), les Juifs ne peuvent être considérés comme des victimes de l'oppression raciale – sans tenir compte du fait que, selon l'extrême droite, ils ne sont pas «blancs».

The Politics of Antisemitism (Cockburn et St. Clair 2002) nous offre un exemple typique de minimisation. Largement disponible dans les librairies de gauche, où il est souvent le seul livre abordant ce sujet, il annonce clairement son intention dès la première page : «*Je pense que nous ne devrions presque jamais prendre l'antisémitisme au sérieux*», et d'ajouter : «[...] *il nous faut peut-être nous en amuser*» (p. 1). Les rares fois où les auteurs reconnaissent l'existence de l'antisémitisme c'est pour le banaliser : «*Sans aucun doute, il existe un véritable antisémitisme dans le monde arabe : la diffusion des Protocoles des Sages de Sion, les mythes sur le vol du sang des bébés des gentils. C'est tout à fait inexcusable. Tout comme votre incapacité à répondre à la dernière lettre de Tante Bee*» (Cockburn et St. Clair, 2002, p. 7). Dix des dix-huit chapitres évoquent non pas l'antisémitisme, mais son «*utilisation abusive*» par des groupes qui en accusent les militants pro-palestiniens. Pas une seule contribution n'analyse le contexte historique de l'antisémitisme en général, ou de la gauche en particulier. Au lieu de cela, les différents contributeurs de cette anthologie partent du principe que l'antisémitisme serait une question secondaire, surtout par rapport à l'islamophobie. Nous n'avons pas été surpris parce que le livre a été co-publié par *Counterpunch*, magazine de gauche qui a donné la parole aux nationalistes blancs et aux antisémites, notamment Alison Weir*, Israel Shamir*, Paul Craig Roberts*, Eric Walburg* et Gilad Atzmon* (Levick 2002, Wolfe 2016). Par contre, nous trouvons plus surprenant que des auteurs et des éditeurs de gauche produisent un livre qui minimise et nie surtout l'existence de l'antisémitisme.

Autre exemple récent: la réaction de la gauche américaine¹ face à l'attentat islamiste contre l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* à Paris, le 7 janvier 2015. La gauche ne s'est pas souciée du fait que douze journalistes de gauche avaient été assassinés par des extrémistes de droite ; elle a préféré dénoncer la façon disproportionnée et trop généralisatrice dont cette publication aurait traité l'Islam (allégation contestée par une étude empirique du *Monde Diplomatique*²). Si certaines représentations des

¹ Cf. l'article de Blair Taylor dans *Les Temps modernes* n° 700, octobre-décembre 2018, «Charlie et la gauche américaine. Post-colonialisme, universalisme, liberté d'expression» (*NdT*).

² Pour une analyse du contexte et du contenu des caricatures de *Charlie Hebdo*, y compris des statistiques sur la proportion de couvertures consacrées à l'Islam – sur 538 couvertures, 483

musulmans et de l'islam dans *Charlie Hebdo* sont effectivement discutables, de nombreux militants ont refusé d'exprimer leur solidarité vis-à-vis d'une publication qu'ils jugeaient raciste, souvent sans connaître ni le contexte politique ni la langue française¹. Pressée de critiquer le racisme symbolique des caricatures et la possibilité d'une réaction anti-musulmane, la gauche a complètement ignoré le racisme mortel qui fit plusieurs victimes deux jours plus tard, le 9 janvier 2015 – le meurtre de quatre clients juifs dans un supermarché casher, perpétré par un complice des assassins intervenus au siège de *Charlie Hebdo*. Cette attitude révèle un antiracisme hautement sélectif, pour lequel une forme de racisme violent – qui ne se limite ni à ces meurtres ni à de futurs scénarios possibles d'assassinats – est entièrement exclue du discours de la gauche.

Par conséquent, pour la gauche, l'antisémitisme n'est généralement pas un problème digne d'être discuté. Les tentatives de l'évoquer sont systématiquement accueillies par le déni, une attitude défensive et l'hostilité. En effet, l'antisémitisme est unique en ce sens que la gauche utilise un terme spécifique pour le rejeter – «*hasbara*», un synonyme de propagande israélienne. Déjà dans les années 1980, la féministe juive Irena Klepfisz avait qualifié ce refus d'aborder le sujet d'«antisémitisme par omission» (1989, p. 52).

Le détournement

Le *détournement* est devenu un procédé familier dans le discours «libéral²» et de gauche. Cette technique consiste à rediriger une discussion sur une question particulière vers un sujet différent, en changeant le sujet mais aussi en le recadrant d'une manière qui justifie ou rationalise le problème précédemment discuté. Pour donner un exemple récent, les opposants conservateurs au mouvement Black Lives Matter ont essayé de détourner le débat sur le racisme policier vers des affirmations générales telles que «*Toutes les vies comptent.*» Bien que les militants de gauche soient généralement sensibles à cette manœuvre, ils l'utilisent régulièrement face à l'antisémitisme. Au lieu de débattre de ce fléau, ils détournent immédiatement la discussion vers l'utilisation cynique du thème de l'antisémitisme, utilisation mise en œuvre par ceux qui veulent justifier la politique israélienne et faire taire les critiques de cet Etat. Lors d'entretiens avec des militants de gauche, ceux-ci ont fréquemment redirigé la discussion sur l'antisémitisme vers les *accusations* d'antisémitisme, et leur abus présumé (Arnold 2015). Ce deux poids, deux mesures est remarquable, car la gauche contemporaine n'est généralement pas encline à mettre en doute les accusations de racisme. Si les discussions sur l'islamophobie étaient redirigées régulièrement vers le problème du terrorisme islamiste, ces militants dénonceraient, à juste titre, ce procédé comme une façon d'éviter toute discussion sur le racisme antimusulmans. En général, de tels détournements sont redirigés vers Israël ; en effet, cette technique a été décrite par le spécialiste de l'antisémitisme David Hirsh comme la «*Formule de Livingstone**» (2016). La gauche ne peut donc jamais aborder l'antisémitisme comme un phénomène social à part entière, mais uniquement comme une question liée à la politique d'Israël.

Une fois de plus, le deux poids, deux mesures apparaît au grand jour ; la gauche ne tolérerait jamais que l'on discute de l'islamophobie seulement après avoir d'abord abordé la question du terrorisme islamique ou la politique de l'État iranien. Dans ces cas, elle affirmerait qu'il s'agit de sujets distincts, qu'on ne doit pas les confondre, et que le racisme est, par définition, une idéologie irrationnelle, donc qui ne repose pas sur des arguments dignes d'être discutés. L'antisémitisme a l'honneur douteux d'être l'une des seules formes de racisme pour lesquelles la gauche est souvent prompte à suggérer de telles raisons. Telle est, bien sûr, la définition même de la justification.

concernaient la politique, l'économie et le sport, tandis que sur les 38 portant sur des thèmes religieux, 21 visaient le christianisme et 7 l'Islam. <http://www.understandingcharliehebdo.com/> .

¹ L'article «On Charlie Hebdo» de Richard Seymour, paru dans le mensuel *Jacobin* (<https://www.jacobinmag.com/2015/01/charlie-hebdo-islamophobia/>), fournit le meilleur exemple, mais il est loin d'être le seul. Nous n'avons trouvé aucune mention des meurtres antisémites dans les publications de gauche, seulement dans les publications juives

² Aux Etats-Unis, le terme «*liberal*» désigne un éventail de positions qui en France irait de la social-démocratie à la gauche républicaine (*NdT*).

ISRAEL ET PALESTINE

Les tentatives de discussion sur l'antisémitisme à gauche se transforment presque toujours en discussions sur Israël. Nous avons déjà expliqué pourquoi le mélange de ces deux questions est problématique : s'il faut évidemment évoquer le conflit au Moyen-Orient, l'antisémitisme doit également être pris au sérieux et traité en respectant ses propres termes. Pourtant, cet amalgame même, ainsi que la grande importance accordée au conflit au Moyen-Orient dans le discours de la gauche contemporaine, exigent que l'on prête une attention particulière aux modèles et formes spécifiques que prend la critique d'Israël.

Rappelons une évidence: critiquer Israël n'est pas en soi antisémite. Pourtant, comme toute forme de racisme, l'antisémitisme ne s'exprime pas seulement, ni même principalement, par une haine raciale explicite ; il se traduit souvent par l'usage d'un langage codé, une attention accrue à des événements réels ou l'application de la politique du deux poids, deux mesures.

Pour cette raison, la distinction entre l'antisémitisme, l'antisionisme et la critique d'Israël et de ses politiques n'est pas aussi simple à effectuer que le suppose la gauche. De plus en plus, la réponse standard de la gauche à toute accusation d'antisémitisme dans une discussion sur Israël et la Palestine consiste à insister sur une distinction fondamentale entre l'antisionisme qui serait légitime, et l'antisémitisme raciste. Malheureusement, un simple changement de terminologie ne garantit pas qu'un discours ou une action particulière ne soit pas raciste (Kaplan et Small 2006 ; Hirsh 2018). Selon les normes habituelles de la pratique antiraciste, ce fait est incontestable. De nombreux militants de gauche acceptent volontiers que le racisme ouvert, qui est devenu moins acceptable socialement, se manifeste sous des formes codées, par exemple en dénonçant les «reines de l'aide sociale», les «voyous», les «hyper-prédateurs», les «méchants machos», etc. Il en va de même pour l'antisémitisme car le contexte historique, selon les sociologues Bergmann et Erb (1986), a créé une «latence de communication». En effet, l'Holocauste a transformé les déclarations ouvertement antisémites en un tabou public dans les pays occidentaux. L'antisémitisme a donc mué et adopté une «communication détournée», une manière socialement acceptable de dénoncer les Juifs par le biais de l'État juif (Bergmann et Erb 1986 ; Beyer et Krumpal 2013).

En réalité, l'antisionisme est fréquemment motivé par l'antisémitisme, ou en tout cas on n'arrive pas à le distinguer de celui-ci. Aujourd'hui, les antisémites les plus explicites – les néonazis, les nationalistes blancs et les islamistes fondamentalistes – utilisent également le terme de «sionistes» plutôt que celui de «juifs», plus explicite, ou bien les deux à la fois. David Duke dénonce fréquemment le contrôle «sioniste» sur le gouvernement américain, et a été un défenseur enthousiaste de la représentante démocrate Ilhan Omar*. Après avoir été soutenus pendant des années, des militants éminents comme Gilad Atzmon* et Alison Weir* ont finalement été invités à quitter le mouvement de solidarité avec la Palestine pour avoir franchi à plusieurs reprises la limite de l'antisémitisme flagrant. Même s'ils se sentent peut-être gênés au milieu d'islamistes portant des banderoles antisémites qui assimilent les Juifs à des cafards ou proclament «Solution finale au Moyen-Orient = Atomiser Tel Aviv», des antisionistes de gauche protestent néanmoins à leurs côtés contre la Journée annuelle d'Israël à New York.

Ainsi, s'il est vrai, du point de vue de la logique, que l'antisionisme n'est pas intrinsèquement antisémite, ces exemples et bien d'autres démontrent de manière tout aussi concluante qu'il peut néanmoins l'être, et l'a historiquement souvent été dans les milieux de gauche (Norwood 2013 ; Haury 2002). De plus, des études empiriques ont montré une corrélation entre les déclarations anti-juives et les critiques d'Israël (Beyer et Liebe 2016 ; Imhoff 2012 ; Kaplan et Small 2006). À la lumière de ces faits et de ces fréquentations politiques indésirables, le mantra commun de la gauche selon lequel «L'antisionisme n'a rien à voir avec l'antisémitisme» est inadéquat si la gauche prend l'antisémitisme au sérieux. Aucun mot magique n'offre une protection absolue contre une accusation d'antisémitisme, ou de racisme. Les antiracistes sérieux ne restent jamais au niveau des mots ; ils examinent toujours soigneusement le contexte, le contenu et les tendances des déclarations politiques.

Nous avons donc besoin d'un ensemble cohérent de critères permettant de distinguer entre les critiques légitimes d'Israël et les critiques antisémites de cet Etat. Le spécialiste de l'antisémitisme Alan Johnson propose un critère général utile : «L'antisionisme antisémite déforme la signification d'Israël et du sionisme jusqu'à ce qu'ils deviennent des réceptacles appropriés pour les tropes*, les images et les idées de l'antisémitisme classique. En bref, l'ancien Juif diabolique a été remplacé aujourd'hui par un Israël diabolique: exceptionnellement malveillant, assoiffé de sang, tout-puissant, rusé, il dissimule ses

manipulations et est toujours de mauvaise foi ; il incarne l'obstacle à un monde meilleur, plus pur, plus spirituel ; il mérite uniquement le châtement, etc.» (2015)

Un autre outil utile est le test des 3D : **Dé légitimation, Diabolisation et Deux poids, deux mesures** (Sharansky 2004). Aucun de ces critères ne fournit à lui seul une indication claire sur l'antisémitisme d'un individu ou d'un groupe ; selon le contexte, chacun peut simplement refléter une priorité et une orientation politiques. Cependant, ils offrent un kit utile pour évaluer l'antisémitisme, en particulier lorsque plusieurs de ces attitudes apparaissent en même temps. Ces trois comportements sont très répandus au sein de la gauche américaine contemporaine.

Dé légitimation. Bien qu'Israël ait été créé conformément au droit international et aux Nations unies¹, son droit d'exister en tant qu'État-nation est contesté – tant militairement que politiquement – depuis sa création. Les arguments peuvent être fondés sur des positions anarchistes ou antinationales selon lesquelles tous les États sont illégitimes ; sur des positions «libérales» antisionistes selon lesquelles Israël est incapable d'accorder un statut spécial et une priorité aux Juifs tout en garantissant en même temps des droits égaux à tous ses citoyens ; ou sur des positions religieuses de groupes orthodoxes juifs comme les Neturei Karta* qui estiment que la fondation d'un État juif avant le retour du Messie constitue une erreur. Cependant, dans la plupart des cas, la délégitimation d'Israël le transforme en un pays quasiment unique parmi les États-nations contemporains.

Cet objectif politique souvent inavoué a conduit même de fervents militants pro-palestiniens comme Norman Finkelstein (2012) et Noam Chomsky (2014) à critiquer le mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) qui, selon eux, considère l'existence même d'Israël comme illégitime, alors qu'ils cherchent, eux, à changer sa politique, même de façon radicale.

Diabolisation. Si le but de la propagande politique est d'inciter à réagir, la critique d'Israël prend souvent des formes particulièrement virulentes qui vont jusqu'à la diabolisation absolue. Fréquemment, les critiques de gauche ne se contentent pas de cibler des politiques gouvernementales spécifiques – ils remettent en question le droit même d'Israël à exister. Ce pays est régulièrement décrit comme un État exceptionnellement assoiffé de sang, maléfique et surpuissant.

Pour ce faire, les critiques reprennent tous les tropes* historiques de l'antisémitisme, jusqu'au prélèvement d'organes, au meurtre d'enfants ou à l'empoisonnement de puits. Israël est couramment dépeint comme une dictature brutalement raciste engagée dans un «génocide», et l'on invente des comparaisons historiquement inexactes avec l'apartheid sud-africain et des analogies avec le régime nazi² qui témoignent d'une totale insensibilité.

Bien que de nombreux États-nations violent les droits humains ou soient engagés dans des conflits territoriaux sanglants, la gauche accorde une attention disproportionnée à Israël par rapport aux autres

¹ La résolution 181 prévoyait la création de deux États, un État juif et un État palestinien. Elle fut votée, le 29 novembre 1947, par 33 pays (dont l'URSS et quatre de ses satellites : Biélorussie, Ukraine, Pologne et Tchécoslovaquie), mais 13 États (Afghanistan, Arabie saoudite, Cuba, Égypte, Grèce, Inde, Iran, Irak, Liban, Pakistan, Syrie, Turquie et Yémen) s'y opposèrent et 10 s'abstinrent : Argentine, Chili, Chine, Colombie, Salvador, Empire d'Éthiopie, Honduras, Mexique, Royaume-Uni et Yougoslavie (Ndt).

² L'accusation d'«apartheid» évite d'évoquer certains faits inconfortables. Pour ne prendre qu'un exemple, la Knesset israélienne compte actuellement proportionnellement plus de membres arabo-israéliens (13 %) que le Congrès américain ne compte de représentants afro-américains (8 %). Les citoyens arabes et palestiniens d'Israël peuvent voter et avoir des partis politiques. L'analogie avec le nazisme ne tient pas non plus : Israël ne s'est pas engagé dans l'extermination calculée des Palestiniens – ce qui serait tout à fait dans ses capacités militaires. Une telle analogie ignore le retrait unilatéral d'Israël de Gaza et du Sināï, retrait inexplicable si le «génocide» des Palestiniens était le but recherché. Rappeler ces faits incontestables ne diminue nullement la gravité de la violence actuelle de Tsahal dans les Territoires occupés, mais nous devons utiliser une terminologie précise.

Etats. Dans la même région, le régime syrien et l'État islamique ont tous deux utilisé des armes chimiques contre des civils, mais seuls les Israéliens sont étiquetés comme des «*personnes qui tuent des enfants*» dans les médias de gauche, comme un article du mensuel *Jacobin* l'a déclaré sans ambages, rappelant le trope* du meurtre rituel (Shupak 2014). Selon de nombreux militants, cette vigilance accrue serait justifiée par la relation étroite entre les États-Unis et Israël, mais cet argument n'explique pas pourquoi la gauche ne dénonce pas le fait que les États-Unis entretiennent des relations tout aussi proches avec la Turquie, l'Arabie saoudite ou l'Inde. Aucun mouvement du type BDS ne vise ces régimes, et, en dehors des associations spécialisées dans la solidarité avec ces pays, les actes condamnables de ces Etats ne sont jamais régulièrement évoqués par la gauche.

Souvent, cette diabolisation ne s'arrête pas au gouvernement israélien ; elle s'étend à sa population juive, partout et à tout moment. Une grande partie du mouvement BDS tient tous les Israéliens pour responsables des crimes de leur gouvernement. Par conséquent, tout événement qui implique des Israéliens, indépendamment de leurs engagements politiques ou de leur parrainage, est susceptible d'être la cible de protestations et de boycott. Plus troublant encore, cette diabolisation s'est étendue aux Juifs non israéliens, comme dans le cas du musicien américain Matisyahu, qui s'est vu interdire de jouer lors d'un festival de musique en Espagne, en 2015, parce que, selon les organisateurs, il ne s'était pas exprimé «*clairement contre la guerre et sur le droit au peuple palestinien d'avoir son propre Etat*¹».

Aucun autre mouvement de gauche ne tient une nation entière, ses citoyens ou les adeptes d'une religion, pour directement responsables des crimes de leur gouvernement – ou des crimes d'un Etat dont ils ne sont même pas les citoyens. En fait, les tentatives d'appliquer cette stratégie à d'autres groupes – en ciblant les musulmans et en exigeant d'eux des professions de foi patriotique après le 11 septembre 2001 par exemple – ont été jugées racistes, à juste titre. Cette diabolisation s'accompagne souvent de généralisations idéologiques selon lesquelles des tendances politiques ou des groupes particuliers en Israël – comme le Likoud, parti d'extrême droite – sont censés parler au nom de l'ensemble de la population. Cette attitude contraste fortement avec les hypothèses concernant l'autre camp, comme lorsque les militants de gauche affirment que le Hamas ne parle pas au nom de tous les Palestiniens, bien qu'il ait recueilli 45% des voix aux élections de 2006 à Gaza (Anderson 2015 ; Hasan 2019). La diabolisation est si répandue et si globale que même les aspects progressistes de la société israélienne, tels que les droits des homosexuels ou les mouvements écologistes, sont rejetés comme un rideau de fumée visant à cacher les politiques brutales envers les Palestiniens. En conséquence, les militants «libéraux» ou de gauche en Israël doivent non seulement faire face à une forte opposition dans leur pays, mais aussi à des campagnes internationales organisées contre leur prétendu «*pinkwashing*» et leur prétendu «*homo-nationalisme*». Lorsque tous les événements et tous les individus associés à une seule nation sont considérés comme malfaisants, la diabolisation est clairement à l'œuvre.

Deux poids, deux mesures.

Comme le montrent ces exemples, la méthode du deux poids, deux mesures est appliquée à Israël et à aucune autre nation (Hirsh 2018, Rosenfeld 2019), et se manifeste sur cinq points : *le choix des priorités politiques, la fondation de l'État, la formation de l'État, la conscience de soi*², et *la question de l'autodétermination* (Arnold 2015).

Ce deux poids, deux mesures concernant les priorités politiques se manifeste lorsque la gauche accorde beaucoup plus d'attention et d'importance à la question d'Israël/Palestine qu'à tout autre conflit

¹ Après lui avoir interdit de venir chanter, les organisateurs lui ont finalement présenté des excuses et ont reprogrammé son concert. Cf. <https://fr.timesofisrael.com/a-voir-matisyahu-chante-jerusalem-au-festival-en-espagne/> (NdT).

² Pour les auteurs, cela concerne aussi bien la vision que la gauche a d'elle-même, que sa compréhension de l'Etat-nation en Occident (NdT).

dans le monde actuel. Israël est l'un des rares thèmes qui unisse une gauche pourtant extrêmement fractionnée. Ce conflit est tellement central dans la conception que la gauche américaine a d'elle-même qu'il est souvent un élément très visible, même dans des manifestations portant sur des sujets n'ayant aucun rapport avec Israël, comme le changement climatique, les brutalités policières ou les droits des homosexuels. Cette omniprésence idéologique suggère que la gauche considère Israël à la fois comme un facteur d'unification et comme un pilier politique sur lequel reposent diverses autres formes d'oppression. Pourtant, en même temps, elle accorde peu d'attention (voire aucune) à divers autres conflits violents, occupations et guerres civiles. Par exemple, elle ne mène pas de campagnes soutenues contre l'annexion du Cachemire par l'Inde, la répression brutale des Kurdes par la Turquie, l'occupation de la Crimée par la Russie ou l'exécution publique des gays par l'Iran. Ce deux poids, deux mesures est encore plus flagrant pour les militants de gauche nord-américains qui ciblent le colonialisme de peuplement* en Israël tout en bénéficiant directement de l'héritage d'un tel colonialisme de peuplement sur leur propre sol.

Le deux poids, deux mesures à propos de la *fondation d'un Etat* concerne la seule fondation d'Israël caractérisée comme artificielle et violente, contrairement au processus présumé pacifique et «organique» de la création d'autres Etats. Parce qu'il appelle à la fin non seulement de l'occupation mais de l'existence même d'Israël, l'antisionisme en est venu à représenter la position «radicale» évidente adoptée par la gauche. Pourtant, ce radicalisme repose sur des présomptions profondément «libérales» et anhistoriques sur la nature des États-nations. Il suppose qu'Israël serait une anomalie, exceptionnellement violente, plutôt que l'incarnation d'une règle extrêmement banale. L'antisionisme ignore sélectivement que tous les États existants sont également «artificiels», qu'ils sont nés et se maintiennent par la violence, la dépossession et l'exclusion.

Si la violence qui a accompagné la fondation d'Israël n'est pas unique, le moment historique tardif (ainsi que le contexte politique) de sa création l'est. Cela nous amène à la double norme connexe de la *formation de l'État*, qui considère Israël comme anachronique, comme un régime colonial et impérial engagé dans une forme dépassée d'expansionnisme colonial. Pourtant, une fois encore, cette caractéristique n'est pas propre à Israël. Les frontières ont été continuellement redessinées au cours de l'histoire pour créer de nouveaux États.

Si l'on part seulement de l'année 1990, trente-quatre Etats ont été fondés depuis cette date. Beaucoup d'entre eux sont le résultat de guerres civiles ou d'appropriations de terres dépourvues de toute légitimité juridique, comme le montrent les cas actuels du Sud-Soudan et du Sahara occidental. Plusieurs États existants sont également engagés dans une expansion territoriale violente et répriment féroce des populations locales – la Turquie, l'Inde, la Russie, l'Éthiopie et le Maroc, pour ne citer qu'eux. La création et l'expansion d'un État s'accompagnent souvent de transferts forcés de populations. Pourtant, la revendication du droit au retour pour les Palestiniens est presque exclusivement dirigée contre Israël. Bien qu'il s'agisse d'un point d'achoppement persistant qui bloque les négociations en vue de la création d'un État palestinien, cette revendication est rarement avancée pour d'autres États divisés, par exemple l'Inde et le Pakistan. La gauche aborde également rarement le traitement des réfugiés palestiniens par d'autres États comme la Syrie et l'Égypte ; il ne mentionne pas non plus les centaines de milliers de réfugiés juifs exilés des pays arabes voisins après la guerre de 1948. Aucun de ces exemples ne peut justifier les crimes israéliens ou ceux commis dans le cadre de n'importe quelle autre occupation. Cependant, le manque d'attention et de réaction militante à leur sujet illustre plutôt un profond deux poids, deux mesures qui opère au sein du discours politique de la gauche, attitude qui résonne avec les modèles historiques d'exceptionnalisme antisémite.

Le deux poids, deux mesures en matière de *conscience de soi* aboutit à critiquer Israël comme un Etat spécifiquement ethno-religieux. Pourtant, plusieurs autres États actuels pourraient être ciblés pour les mêmes raisons, et, au cours de l'histoire, la plupart des Etats ont suivi ce modèle. Aucun militant de gauche n'attaque la nature spécifiquement musulmane de la République islamique d'Iran ou de la République islamique du Pakistan. Presque toutes les nations de l'histoire ont été liées à un moment donné à une religion d'État et, à ce jour, toutes les nations appliquent des politiques d'immigration ethno-raciales restrictives. Mais seul l'État juif est régulièrement critiqué par la gauche pour son caractère spécifiquement religieux et sa manipulation démographique. Si les militants de gauche ont

raison de rejeter à la fois le nationalisme ethno-religieux et les politiques restrictives en matière d'immigration et de démographie, ils sont loin d'être cohérents, lorsqu'ils critiquent certaines formes de nationalisme – les chauvinismes américain et israélien, chrétien et juif –, tout en ignorant, ou même en rationalisant d'autres – les nations islamiques, les nationalismes ethno-religieux musulmans, hindous et bouddhistes.

Enfin, le deux poids, deux mesures de l'*autodétermination* conduit à ne reconnaître ce droit qu'aux Palestiniens. De nombreux mouvements d'autodétermination palestiniens sont défendus par la gauche – indépendamment de leur contenu politique – tandis que le sionisme est dénoncé comme synonyme de racisme et de violence, sans tenir compte non plus des spécificités de ses formes historiques, ou de son contenu politique. Cela s'applique aussi à la vision qu'a la gauche américaine du conflit israélo-palestinien dans son ensemble ; bien que cette histoire soit longue et compliquée, le deux poids, deux mesures de l'autodétermination aboutit à une analyse extrêmement unilatérale et simpliste.

La dépossession et la répression des Palestiniens sont bien réelles. Étant la force la plus puissante, Israël possède le plus grand pouvoir et a la plus grande responsabilité dans la résolution de ce conflit. En même temps, la gauche ignore sélectivement divers faits historiques importants concernant l'autre partie impliquée: les Juifs ont également des liens historiques avec cette région et leur propre histoire de peuple déplacé ; une longue histoire de persécution, d'exclusion, d'oppression et d'expulsion s'en est suivie et a culminé avec l'Holocauste ; en raison de ces oppressions historiques, le sionisme, en tant que mouvement de libération nationale et projet de construction d'un État, a commencé tard dans le jeu des puissances et dans des conditions historiques qu'il n'avait pas choisies ; Israël a subi de nombreuses attaques armées – y compris contre des civils – depuis sa création jusqu'à aujourd'hui (Linfield 2019, Memmi 1966).

Malgré cette histoire compliquée, la plupart des militants de gauche perçoivent avant tout la souffrance, la peur et la rage des Palestiniens comme étant légitimes. Ils soutiennent parfois des groupes réactionnaires tels que le Hamas ou le Hezbollah, en dépit de leur politique fondamentaliste. En revanche, les sentiments de peur, d'insécurité et de persécution historique chez les Israéliens juifs ne sont pas considérés comme légitimes. La gauche dépeint souvent la montée des acteurs politiques palestiniens de droite comme le Hamas comme une réaction regrettable mais compréhensible face à la violence ; par contre, la montée du Likoud et le virage à droite d'Israël ne sont jamais interprétés comme une mauvaise réaction face à l'antisémitisme et à la violence contre les Juifs. Bien que les deux groupes soient irrédentistes et s'opposent au processus de paix, la gauche ne reconnaît généralement cela que pour Israël ; elle refuse d'admettre que ceux de l'autre bord politique n'accepteront jamais une coexistence pacifique avec ce qu'ils appellent «*l'entité sioniste*». Dans un conflit marqué par des traumatismes et des pertes humaines des deux côtés, il n'est pas nécessaire de tracer un trait d'égalité entre la souffrance des deux parties pour reconnaître que la résolution d'un conflit est impossible si elle ne prend en compte que les revendications d'une seule partie.

Pour résumer, si l'antisionisme et l'antisémitisme ne sont pas nécessairement équivalents, ils peuvent aussi l'être. Le simple fait d'insister sur le langage de l'antisionisme ne garantit pas qu'ils ne se chevauchent pas, comme le démontre un bref coup d'œil au discours utilisé par les néonazis «antisionistes»-antisémites susmentionnés. Nous avons proposé le test des «trois D» parce qu'il peut aider à distinguer entre les critiques légitimes d'Israël et les critiques motivées par l'antisémitisme, en se demandant si elles reposent sur la Délégitimation, la Diabolisation et le Deux poids, deux mesures. Étant donné qu'il existe de nombreux motifs légitimes de critiquer la politique israélienne, l'identification du deux poids, deux mesures représente un outil d'analyse particulièrement utile. À cette fin, nous avons identifié cinq domaines où s'applique le deux poids, deux mesures : *le choix des priorités, la fondation de l'État, la formation de l'État, la conscience de soi, l'autodétermination*. Le fait que d'autres États qui violent les droits de l'homme (la Russie, l'Iran, la Chine, la Turquie ou l'Arabie saoudite) ou que des sociétés coloniales de peuplement (les États-Unis, le Canada et l'Australie) ne soient pas soumis à la même norme de critique dénote un deux poids, deux mesures évident.

Aujourd'hui, l'antisionisme représente davantage qu'une prise de position politique vis-à-vis du conflit au Moyen-Orient: le rejet d'Israël s'est transformé en un marqueur distinctif d'appartenance à la gauche radicale (Hirsh 2016). Selon Shulamit Volkov (2006), il est devenu une forme de badge sous-culturel signalant que son porteur se trouve du bon côté de l'histoire ; il symbolise un rejet du colonialisme, de l'impérialisme, du racisme et du nationalisme, collectivement représentés par le sionisme et incarnés par l'État d'Israël. Ce changement reflète une crise plus profonde de la gauche qui a

commencé dans les années 1960 et se poursuit aujourd'hui : confrontée à son impuissance croissante au niveau national, elle recherche des sujets révolutionnaires en dehors de ses frontières (Gitlin 1993 ; Postone 2006). Malheureusement, cette fixation sur l'État juif comme principal lieu de pouvoir qui propage le Mal dans le monde (ou comme second lieu après les États-Unis) reproduit un trope* central de l'antisémitisme.

DONNER UN SENS AU PRÉSENT :

L'IMPORTANCE DU CONTEXTE HISTORIQUE ET DE LA THÉORIE DE LA GAUCHE

Dans le cadre de cet article, nous ne pouvons qu'évoquer brièvement pourquoi la gauche américaine défend de telles positions sur l'antisémitisme. Toutefois, il est important de souligner que ces positions *ne découlent pas d'un antisémitisme conscient et ouvert*. Loin d'être motivées par la haine antisémite, elles sont plutôt le résultat d'hypothèses non examinées, d'une analyse politique à courte vue et, surtout, d'une préoccupation sincère mais incohérente pour la souffrance des autres. La gauche a donc placé la barre trop haut pour l'antisémitisme et elle le juge inexistant – du moins en son sein.

Plusieurs facteurs importants peuvent expliquer cette cécité:

1) Le niveau d'antisémitisme ouvert était relativement faible aux États-Unis – jusqu'à très récemment.

Cela a radicalement changé depuis 2016: la présidence de Trump a légitimé des formes plus décomplexées de racisme en général et d'antisémitisme en particulier, tandis que l'alt-right* et le mouvement néo-nazi résurgent ont commencé à cibler de nouveau les Juifs (Hawley 2017 ; Neiwart 2017). Jusqu'à cette récente recrudescence, il était largement compréhensible que les militants de gauche donnent la priorité aux formes beaucoup plus visibles et courantes de racisme contre les Noirs et les Arabes. En conséquence, si les militants de gauche connaissent généralement la manière dont ces formes de racisme ont structuré l'histoire des États-Unis, ils ignorent souvent l'histoire tout aussi longue de l'antisémitisme en Amérique qui s'est traduite par la ségrégation résidentielle, la discrimination à l'emploi et même le lynchage (Kerl 2017 ; Stember 1966).

En 1654, Peter Stuyvesant, directeur général de la colonie néerlandaise de la Nouvelle-Amsterdam, qui devint plus tard la ville de New York, demanda que «*la race fourbe*» des Juifs ne soit pas «*autorisée à infecter et à troubler davantage cette nouvelle colonie*» avec leur «*pratique habituelle de l'usure et leur commerce fourbe avec les chrétiens*» (Stuyvesant 1654).

Près de deux siècles plus tard, le président Franklin Delano Roosevelt pouvait encore déclarer sans ambages : «*Nous sommes un pays protestant ; les catholiques et les juifs sont ici par tolérance*» (Pike 1995, p. 67). Bien que moins visible aujourd'hui, l'antisémitisme a façonné l'histoire américaine (Dinnerstein 1994 ; Gerber 1986).

2) Le soutien financier et militaire direct des États-Unis à Israël joue un rôle important dans l'attitude de la gauche.

Même si les démocrates et les républicains défendent une position semblable sur ce sujet, ce soutien est associé surtout à la droite. L'alliance gouvernementale entre les deux États (américain et israélien) s'appuie également sur des attitudes relativement positives de la population américaine envers Israël (Gallup 2019). La gauche combat cette orientation ; elle cherche à contester ces normes politiques et à rendre le sort des Palestiniens plus visible, en intervenant dans un conflit soutenu par l'argent des contribuables américains.

Cependant, cette relation spéciale entre les États-Unis et Israël peut également conduire la gauche à ignorer le contexte plus large. Elle oublie facilement que le fort sentiment anti-israélien qui se manifeste dans de nombreux autres endroits de la planète, comme en Allemagne et dans de nombreux pays du Moyen-Orient, est souvent alimenté par l'antisémitisme. La gauche a également une vision déformée du soutien américain et ignore les rôles joués par d'autres acteurs internationaux et leurs intérêts géopolitiques. En outre, elle exagère le pouvoir du «lobby israélien», ce qui l'amène à reproduire le mythe qu'une cabale invisible de Juifs contrôle la nation la plus puissante du monde (Walt et Mearsheimer 2006 ; Chomsky 2006).

3) Généralement, ce sont des organisations, des militants, des intellectuels conservateurs et de droite qui attirent l'attention sur l'antisémitisme aux Etats-Unis. Et ces organisations et individus répondent souvent à n'importe quelle critique adressée à Israël en lançant des accusations d'antisémitisme (Foxman 2003, p. 18 ; Gordon 2013).

Dans cette situation, même des groupes comme l'Anti-Defamation League*, une organisation de défense des droits de l'homme qui «*combat l'antisémitisme et toutes les formes de racisme*» et surveille les groupes qui propagent la haine, sont considérés comme étant de droite, uniquement en raison de leur soutien à Israël. Ce contexte politique a créé une méfiance de la gauche face à tous ceux qui crient au loup ; de nombreux militants de gauche mettent instinctivement en doute toute allégation d'antisémitisme, ou ne les considèrent que comme des calomnies politiques. Pour beaucoup de gens de gauche, l'antisémitisme est devenu, presque exclusivement, un thème utilisé par la droite pour affaiblir la gauche.

4) Aux Etats-Unis, le judéocide occupe une place prééminente et la commémoration de l'Holocauste est institutionnalisée depuis longtemps, comme en témoignent les monuments, les manuels scolaires et la culture populaire.

Lorsqu'on commémore la Shoah aux Etats-Unis, on représente les Américains comme des libérateurs héroïques durant la Seconde Guerre mondiale (Novick 2001) et cette vision bénéficie d'un large soutien de la part du grand public. Les militants de gauche traitent fréquemment cette vision comme une préoccupation politique sans intérêt, voire contre-productive. Cela peut conduire à une «concurrence des victimes» et ces militants prétendent alors que la commémoration du judéocide ne peut qu'affaiblir le souvenir d'autres formes d'oppression historique, notamment l'extermination des Amérindiens ou l'esclavage des Africains. En conséquence, l'histoire douloureuse de l'oppression juive est parfois banalisée ou réduite à une manipulation politique cynique. C'est en fait l'argument de base du livre de Norman Finkelstein, *L'industrie de l'Holocauste*, (2001) très apprécié dans certains cercles de gauche.

5) L'existence d'une communauté juive florissante contribue à aveugler la gauche américaine face à l'antisémitisme.

Aux États-Unis, les Juifs peuvent considérer comme acquis un environnement politique relativement sûr et stable qui n'existe pas dans de nombreux autres endroits de la planète. Les débats au sein de la communauté juive à propos de la signification de l'identité juive, de la justice sociale et d'Israël sont très différents lorsqu'ils sont transposés dans des contextes politiques qui ne partagent pas les mêmes hypothèses de base, ou ne sont pas confrontés aux mêmes menaces. L'intensité, la proximité et le lien émotionnel avec les questions de l'antisémitisme et d'Israël ont souvent des significations très différentes au sein des communautés juives ; ces questions sont obscurcies ou éclipsées lorsque ces débats ont lieu dans d'autres contextes ou lieux.

Ces facteurs historiques et géopolitiques sont exacerbés par les tendances des théories contemporaines qu'affectionne la gauche. Des conceptions comme les «Théories critiques de la race*» et les «Études critiques de la blancheur*» jouent désormais un rôle prédominant pour aborder le racisme (Delgado/Stefancic 2017 ; Crenshaw et al. 1995). Malgré leurs contributions importantes, leur vision d'un «privilege* blanc» ne fournit aucun vocabulaire politique pour analyser l'oppression des Juifs, puisqu'ils sont uniquement compris comme des Blancs privilégiés (Arnold 2015, Taylor 2017). Ces conceptions effacent effectivement l'histoire spécifique de la domination qu'ont subie les Juifs, et le processus de «*blanchissement*» contingent (Brodkin 1998, Kivel 1998). Mais ces interprétations négligent également le fait que tous les Juifs ne sont pas blancs ou d'origine européenne ; les Mizrahim* et les Juifs de couleur sont confrontés à l'antisémitisme ainsi qu'au racisme contre les Noirs et/ou les Arabes.

6) Une certaine vision anti-impérialiste domine au sein de nombreuses parties de la gauche, surtout depuis le 11 septembre 2001 et la guerre contre le terrorisme qui a suivi.

Ce point de vue se concentre principalement sur le pouvoir et les crimes des États-Unis et d'Israël, considérés comme le cœur de l'impérialisme mondial. Cette idéologie, qui s'est imposée à la fin des années 60 au sein de la Nouvelle Gauche, était souvent fondée sur l'impossibilité supposée d'un changement social aux États-Unis, puisque la classe dirigeante était censée avoir acheté la classe ouvrière grâce au butin du racisme dans le pays et de l'empire américain à l'étranger. Une grande partie

de la gauche a commencé à placer ses espoirs dans une lutte mondiale des peuples du tiers monde contre l'Occident, particulièrement les luttes de libération au Vietnam, à Cuba et en Angola.

Transformer le rôle des révolutionnaires américains en une lutte contre l'impérialisme à partir du ventre de la bête au nom de mouvements agissant dans d'autres pays a encouragé à son tour une attitude acritique vis-à-vis d'organisations et de discours anti-occidentaux même réactionnaires (Postone 2006 ; Hensman 2018 ; Stoetzler 2018). Ainsi, de nombreuses formes d'anti-impérialisme sont fréquemment inconscientes du pouvoir croissant et des crimes des nouvelles puissances impérialistes comme la Russie, l'Iran, la Chine, l'Arabie saoudite et la Turquie, voire même elles les soutiennent. Cette vision binaire du monde est également une variété déguisée d'orientalisme, car elle ne perçoit «le reste du monde» qu'en relation avec «l'Occident» ; elle refuse aux autres acteurs politiques tout pouvoir d'agir réel et les cantonne dans le rôle d'éternelles victimes. Cette compréhension dramatiquement simplifiée du pouvoir néglige (ou dévalorise) diverses formes domestiques de domination et d'exploitation de classe en les subordonnant au Mal primaire de l'impérialisme.

Cet anti-impérialisme grossier est devenu plus populaire depuis les attentats du 11 septembre 2001, et particulièrement apparent dans le discours de la gauche américaine sur le Moyen-Orient. L'action politique d'Israël est presque toujours décrite comme ayant été froidement calculée, motivée par des intentions racistes et meurtrières, tandis que l'action des organisations palestiniennes est présentée comme une réaction automatique, ou naturelle, plutôt que comme un choix politique conscient, qu'elle prenne la forme d'attentats-suicides contre des civils ou de l'antisémitisme explicite du Hamas. Alors que la gauche affirme que le racisme anti-Arabes constitue l'essence du sionisme, elle refuse de reconnaître que l'idéologie antisémite est l'un des nombreux facteurs qui influencent la politique au Moyen-Orient, ou est prête à l'ignorer.

En effet, la logique de l'anti-impérialisme selon laquelle «L'ennemi de mon ennemi est mon ami» a créé d'étranges compagnonnages politiques : isolationnistes de droite et marxistes-léninistes ; fondamentalistes islamiques et militants queer* ; anarchistes et nationalistes réactionnaires (Taylor 2017). En conséquence, les militants de gauche ont souvent toléré des positions antisémites, ou même soutenu ouvertement des groupes politiques de droite. La théoricienne féministe queer* Judith Butler en a fourni un exemple en 2006 lorsqu'elle a affirmé qu'il «est extrêmement important de comprendre le Hamas et le Hezbollah comme des mouvements sociaux progressistes, de gauche, faisant partie d'une gauche mondiale» (Butler 2006). Pour beaucoup, l'opposition «anti-impérialiste» de ces groupes à Israël l'emporte sur leur hostilité déclarée envers les Juifs, les homosexuels et les femmes.

Certains critiques du capitalisme peuvent offrir une autre ouverture théorique à l'antisémitisme (Battini 2019, Fine et Spencer 2017). Les critiques populistes et conspirationnistes du capitalisme ne visent qu'un aspect du capitalisme – la finance, l'intérêt, la cupidité – comme si ceux-ci étaient possibles sans le prétendu «bon» côté du capitalisme. Ces conceptions ignorent les caractéristiques fondamentales du capitalisme telles que l'exploitation, la concurrence et la propriété privée. De telles critiques personnalisent le capitalisme en ciblant les banquiers ou les entreprises individuelles ; elles traitent les problèmes du capitalisme comme des problèmes moraux plutôt que systémiques, tout en ignorant les forces structurelles qui poussent à une concurrence impitoyable entre les capitalistes. En se concentrant sur la corruption, l'avidité et d'autres défauts personnels, ces récits suggèrent que la solution consiste simplement à éliminer les quelques «pommes pourries» qui gâchent le lot. Historiquement, ces pommes pourries ont fréquemment été identifiées comme étant des Juifs. Les conceptions populistes vagues d'Occupy Wall Street – la lutte des 99 % contre les 1 % et le combat de «Main Street*» contre «Wall Street» – ont permis une identification de masse au mouvement, mais ils l'ont également rendu perméable aux interprétations de droite et antisémites, toutes deux présentes dans les marges du mouvement.

Si les divers facteurs historiques, politiques et théoriques décrits ci-dessus contextualisent et expliquent un peu les particularités du discours de la gauche sur l'antisémitisme aux États-Unis, ils ne les excusent ni ne les rationalisent. Les schémas, les dynamiques, les deux poids, deux mesures subtils et les explosions violentes et grossières de l'antisémitisme ne sont que trop réels, tout comme la réticence persistante de la gauche à l'aborder comme un problème. Les mouvements sociaux et les penseurs de gauche doivent absolument relever ce défi.

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE L'IGNORANCE – ET DE LA CONTESTATION – DE L'ANTISÉMITISME À GAUCHE

Avant de conclure, et pour éviter toute confusion, répétons que l'antisémitisme **n'est pas** la forme d'oppression la plus grave ou la plus urgente aujourd'hui ; que la gauche **n'est pas** un foyer d'antisémites enragés ; et que toute critique d'Israël **n'est pas** antisémite.

Pour une grande partie de la gauche contemporaine, l'antisémitisme reste un «préjugé invisible» à cause de deux raisons principales : lorsqu'il fait occasionnellement surface, son expression n'est généralement pas explicite, mais prend plutôt des formes codées et fragmentées ; la gauche est incapable d'aborder cette forme de racisme parce qu'elle ne dispose pas des outils conceptuels pour le faire et n'en a pas non plus la volonté politique.

Cela **ne** résulte **pas** d'une intention antisémite, mais plutôt d'hypothèses non examinées, d'analyses politiques erronées et d'une pression sociale visant à se conformer à la position dominante à gauche. Néanmoins, les divers points politiques aveugles, les étranges alliances et les deux poids, deux mesures que nous avons abordés se distinguent par leur importance, ainsi que par la tolérance et le poids émotionnel inhabituels que la gauche leur accorde

Ces dynamiques ont de réelles conséquences politiques. Fréquemment, les Juifs et leurs alliés ne peuvent plus évoquer l'antisémitisme sans être accusés aussitôt de faire l'apologie du sionisme. De nombreux Juifs ont l'impression de n'être admis dans la gauche que s'ils épousent publiquement la cause de l'antisionisme, et qu'ils sont ethniquement choisis pour subir un test de loyauté politique. Le journal du Revolutionary Communist Party* est explicite : «*Les Juifs qui n'aiment pas qu'on leur en veuille pour les crimes d'Israël [...] doivent s'exprimer haut et fort et sans équivoque contre les crimes d'Israël*» (Goodman 2010). Cette formulation rend les Américains juifs responsables de la politique de l'État israélien ; elle blâme les victimes tout en laissant entendre que les Juifs méritent de subir le racisme à moins qu'ils n'agissent contre Israël.

Des suggestions similaires visant à exiger des Arabes et des musulmans qu'ils proclament leur loyauté envers les Etats-Unis ne seraient jamais tolérées par la gauche ; lorsque la droite fait campagne autour de cette idée, elle est à juste titre condamnée comme raciste. Pourtant, les militants juifs de gauche se plaignent fréquemment qu'on leur impose ce test. Parfois, cela conduit à une véritable expulsion, comme ce fut le cas lors de la Dyke March à Chicago, mais le plus souvent, cela prend des formes plus subtiles de pressions et de menaces quotidiennes au sein des espaces de gauche. Étant donné que, selon les sondages, 70 % des Juifs américains estiment que «*se préoccuper d'Israël constitue une part importante de mon identité juive*», cela revient en pratique à empêcher la grande majorité des Juifs américains de participer aux activités de la gauche (American Jewish Committee 2018).

Ces attitudes reflètent également la faiblesse relative de la gauche aujourd'hui. Selon Moïse Postone (2006), la gauche radicale contemporaine – délégitimée, impuissante et manquant d'un sujet révolutionnaire viable, comme l'a été la classe ouvrière – a abandonné ses aspirations utopiques et est réduite à applaudir passivement d'autres États ou d'autres mouvements. La possibilité d'un changement social progressif étant apparemment écartée, de nombreux militants de gauche sont prêts à embrasser n'importe quelle forme de «résistance» au capitalisme, aux États-Unis ou à Israël, quelle que soit leur politique. Cette logique du «L'ennemi de mon ennemi est mon ami» projette souvent ses propres valeurs sur des acteurs qui ne les partagent pas¹, ou elle approuve simplement des objectifs politiques réactionnaires.

A notre avis, le combat contre l'antisémitisme représente un objectif important si nous voulons reconstruire une gauche émancipatrice. Concrètement, que requiert cette tâche ?

¹ Un exemple de ce type d'alliance naïve : en 2010, le président iranien Ahmadinejad a rencontré à New York plus de 100 militants du mouvement pacifiste – dont Code Pink*, des groupes religieux, des organisations de médias indépendants et des groupes palestiniens – en invoquant la paix entre les peuples des États-Unis et de l'Iran. Aucun des groupes de gauche présents n'a pris la peine de critiquer les violations des droits de l'homme en Iran, ou l'antisémitisme ouvert de ce régime, ce qui a déconcerté et mis en colère de nombreux groupes de gauche iraniens.

Tout d'abord, nous devons élaborer des formes d'analyse plus profondes du capitalisme, du racisme, de la politique mondiale* et du Moyen-Orient. Il nous faut comprendre avec précision les complexités du monde social contemporain et offrir une vision politique libératrice qui se distingue des critiques conspirationnistes, nationalistes, théocratiques et antisémites. Cela exige d'être conscient de notre contexte politique immédiat et de ses spécificités historiques, mais il nous faut aussi garder à l'esprit les différents contextes et réalités historiques dans d'autres pays – y compris les développements politiques actuels comme la montée de l'antisémitisme en Europe et dans le monde arabe. Nous devons réviser et actualiser notre analyse du racisme, et reconnaître que nombre des concepts dont nous avons hérités ne sont guère utiles pour analyser l'antisémitisme. Bien qu'il existe une riche littérature sur le sujet, la plupart des militants de gauche ne connaissent pas les théoriciens et historiens de gauche de l'antisémitisme tels que Michele Battini, Werner Bonefeld¹, Ellen Willis, Robert Fine, Moishe Postone, ou les travaux de l'école de Francfort. Cela nécessite un travail éducatif continu, des ateliers, des forums, des discussions de groupe et des publications. Il nous faut accroître la sensibilisation face à la violence et au discours antisémites contemporains, organiser la solidarité avec les victimes et lancer de nouvelles campagnes politiques qui abordent l'antisémitisme de manière proactive.

Plus important encore, il faut faire de l'antisémitisme un sujet que la gauche prend au sérieux. La récente vague de violence et de discours antisémites a suscité des discussions attendues depuis longtemps à gauche. En 2017, l'organisation Jews for Racial and Economic Justice (JFREJ) a produit une brochure (*Understanding Antisemitism*), qui présente une introduction à l'analyse de l'antisémitisme, à partir d'un point de vue de gauche (JFREJ 2017). D'autres groupes et médias ont commencé à discuter du sujet et ont parfois souligné le silence de la gauche (Ward 2017, Bovy 2017). Pourtant, une grande partie de ce regain d'attention se focalise encore exclusivement sur la droite, ou reproduit les mêmes problèmes décrits dans cet article. C'est le cas de l'anthologie *On Antisemitism* (2017) de Jewish Voice for Peace, qui présente des essais de militants antisionistes et non de spécialistes de l'antisémitisme. Elle se concentre sur l'antisémitisme chrétien et racial de la droite et accorde une large place à l'islamophobie, mais ne dit presque rien sur les formes que l'on trouve à gauche. Et si ses auteurs consacrent un tiers du livre à la «*lutte contre les fausses accusations d'antisémitisme*», ils refusent de considérer qu'une critique d'Israël puisse jamais être antisémite. Cette approche garantit que la gauche sera vigilante vis-à-vis de l'antisémitisme de ses ennemis, mais pas de ses amis.

Comme pour les luttes passées contre le racisme, tant au sein de la gauche que dans la société en général, il s'agira d'un processus difficile qui implique de remettre en cause des hypothèses de base et de réviser des catégories politiques classiques. Mais en fin de compte, ce processus est gratifiant et nécessaire. Tous les groupes de gauche dignes de ce nom doivent démontrer leur engagement à déraciner toutes les formes de racisme et de domination. Affronter l'invisibilité actuelle de l'antisémitisme ne peut que la rendre plus forte.

Sina Arnold et Blair Taylor ont publié cet article dans le *Journal of Social Justice*, Vol. 9, 2019

Blair Taylor : docteur en science politique, il dirige les programmes de formation de l'Institute for Social Ecology (Institut d'écologie sociale). Il a publié des articles sur l'histoire de la gauche, l'anarchisme, l'écologie de droite et les théories postcoloniales.

Sina Arnold : docteure en anthropologie sociale et culturelle, elle est maître de conférences et chercheuse au Centre de recherche sur l'antisémitisme de la Technische Universität de Berlin. Ses travaux portent sur les migrations, l'antisémitisme contemporain et le racisme. Tous deux sont des militants et des éducateurs impliqués dans des mouvements sociaux de gauche pendant plus de 25 ans

¹ Cf. ces deux articles de W. Bonefeld en français : «L'antisémitisme et la critique moderne du capitalisme», <http://www.npnf.eu/spip.php?article866> et «Formes perverses de l'anticapitalisme et éléments de l'antisémitisme» <https://www.stoff.fr/materiau/formes-perverses-du-capitalisme-et-elements-de-lantisemitismehttp://www.npnf.eu/spip.php?article866> (NdT).

BIBLIOGRAPHIE

- American Jewish Committee, «Survey of American Jews on Antisemitism in America», 2019, <https://www.ajc.org/AntisemitismSurvey2019>
- American Jewish Committee, «2018 Survey of American Jewish Opinion», https://www.jewishdatabank.org/content/upload/bjdb/AJC-2018_Survey_of_United_States_Jewish_Opinion.pdf
- Ackerman, Seth, «Ilhan Omar is not Antisemitic», *Jacobin*, 7 mars 2019
- Adorno, Theodor et Max Horkheimer, *Dialectique de la Raison*, TEL, Gallimard, 1974
- Anderson Perry, «The House of Zion», *New Left Review* n° 96, novembre-décembre 2015
- Anti-Defamation League, GLOBAL 100, 2014
- Anti-Defamation League, «Anti-Semitic Incidents Surged Nearly 60% in 2017, According to New ADL Report» 2018
- Arnold, Sina, «Which side are you on? Zum schwierigen Verhältnis von Antisemitismus und Rassismus in der Migrationsgesellschaft», in Foroutan, Naika/Geulen, Christian/Illmer, Susanne/Vogel, Klaus/Wernsing, Susanne (dir.). *Das Phantom «Rasse»: Zur Geschichte und Wirkungsmacht von Rassismus*, Böhlau Verlag, 2018
- Arnold, Sina, «From Occupation to Occupy: Antisemitism and the Contemporary Left in the United States», in Rosenfeld, Alvin (dir.). *Deciphering the New Antisemitism*. University of Indiana Press, 2015
- Battini, Michele, *Socialism of Fools: Capitalism and Modern Antisemitism*, Columbia University Press (2016)
- Benz, Wolfgang, *Was ist Antisemitismus?* C.H. Beck, 2005
- Bergmann, Werner/ Erb, Rainer Erb, «Kommunikationslatenz, Moral und öffentliche Meinung. Theoretische Überlegungen zum Antisemitismus in der Bundesrepublik Deutschland», *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, n° 38, 1986, pp. 223–246
- Beyer, Heiko/Krumpal, Ivar, «The Communication Latency of Antisemitic Attitudes: An Experimental Study», in Small, Charles Asher (dir.): *Global Antisemitism. A Crisis of Modernity*, Martinus Nijhoff Publishing, 2013, pp. 83-96
- Beyer, Heiko/Liebe, Ulf, «Antisemitismus heute. Zur Messung aktueller Erscheinungsformen von Judenfeindlichkeit mithilfe des faktoriellen Surveys / Anti-Semitism Today. Measuring Current Manifestations of Hostility towards Jews Using Factorial Surveys», *Zeitschrift für Soziologie*, Vol. 42, n° 3, 2016, DOI: <https://doi.org/10.1515/zfsoz-2013-0302>
- Bovy, Phoebe Maltz, «The Left's Blind Spot: Antisemitism», *The New Republic*, 17 août 2017, <https://newrepublic.com/article/144393/lefts-blind-spot-anti-semitism>
- Bresnahan, John, «Ilhan Omar ignites new anti-Semitism controversy with comments on AIPAC», *Politico*, 10 février, 2019
- Brodin, Karen, *How Jews Became White Folks and What That Says About Race in America*, New Brunswick/New Jersey/London 1998
- Brownstone, Sydney, «Central District Activist Tells Jewish Uncle Ike's Owner to 'Go Back to Germany' So Nazis Can 'Get' Him Again», *The Stranger*, 4 avril 2017
- Butler, Judith, «Antiwar Teach-in at University of California, Berkeley. Butler Whitewashes Hamas and Hezbollah», *YouTube*, <https://www.youtube.com/watch?v=amJNlcSNPco>
- Chomsky, Noam, The Israel Lobby, *ZNet*, March 28, 2006, <https://chomsky.info/20060328>
- Chomsky, Noam, «On Israel-Palestine and BDS» *The Nation*, July 2, 2014, <https://www.thenation.com/article/israel-palestine-and-bds/>
- Claims Conference (The Conference on Jewish Material Claims Against Germany), The Holocaust Knowledge and Awareness Study, 2018, http://www.claimscon.org/wp-content/uploads/2018/04/Holocaust-Knowledge-Awareness-Study_Executive-Summary-2018.pdf
- Cockburn, Alexander et Jeffrey St. Clair, *The Politics of Antisemitism*, AK Press/Counterpunch, 2002
- Crenshaw, Kimberlé Williams et al. (dir.), *Critical Race Theory: The Key Writings That Formed the Movement*. The New Press, 1995

- Delgado, Richard et Stefancic, Jean, *Critical Race Theory. An Introduction*, New York University Press, 2017
- Dinnerstein, Leonard. *Antisemitism in America*, Oxford University Press, 1994
- Elman, Miriam F., «Israel and the Left: Three Studies of the Crisis: (2) Jewish Voice for Peace's antisemitic Deadly Exchange campaign», *Fathom*, juin 2019
- Fine, Robert et Philip Spencer. *Antisemitism and the Left: On the Return of the Jewish Question*, Manchester University Press, 2017
- Finkelstein, Norman, interview avec Frank Barat: «BDS Campaign», Imperial College London, 9 février 2012, YouTube, <https://www.youtube.com/watch?v=ASIBGSSw4II>
- Finkelstein, Norman, *L'industrie de l'Holocauste* [2000], La Fabrique, 2001
- Forster, Arnold et Epstein, Benjamin R. *The New Anti-Semitism*, McGraw-Hill Book Company, 1974
- Foxman, Abraham. *Never Again? The Threat of the New Anti-Semitism*, New York 2003
- «For Jesse Jackson and His Campaign», éditorial, *The Nation*, 16 avril 1988
- Gallup News Service. Gallup Poll Social Series: World Affairs. Final Topline, février 2019
- Gerber, David (dir.). *Anti-Semitism in American History*, University of Illinois Press, 1986
- Gessen, Masha, «Why the Tree of Life Shooter Was Fixated on the Hebrew Immigrant Aid Society», *The New Yorker*, 27 octobre 2018
- Gitlin, Todd, *The Sixties*, Bantam, 1993
- Goldberg, Michelle «Occupy Wall Street Falsely Accused of Anti- Semitism by Right Wingers», *The Daily Beast*, 25 octobre 2011
- Goldberg, Michelle, «Ilhan Omar's Very Bad Tweets», *New York Times*, 11 février 2019
- Goodman, Alan, «Behind the silencing of Helen Thomas: Covering up and carrying out great crimes», *Revolution*, n° 203, 2010
- Gordon, Jerry, «Anti-Israelism is Anti-Semitism: an Interview with Manfred Gerstenfeld», *New English Review*, September 2013, https://www.newenglishreview.org/Jerry_Gordon/Anti-Israelism_is_Anti-Semitism%3A_an_Interview_with_Manfred_Gerstenfeld/
- Harnish, Amelia, «The Women's March Wants To Change The World: Will We Let It?», *Refinery* n° 29, 18 janvier 2018, <https://www.refinery29.com/en-us/2018/01/188125/womens-march- one-year-later-next-steps-anniversary-2018-midterms-plan>
- Hasan, Mehdi, «Bernie Sanders Says Denying Aid Because of Hamas is “Part of an Effort to Dehumanize Palestinians”», *Forward*, 1^{er} novembre 2019. <https://theintercept.com/2019/11/01/bernie-sanders-palestine- aid-hamas/>
- Haurly, Thomas, *Antisemitismus von links. Kommunistische Ideologie, Nationalismus und Antizionismus in der frühen DDR*, Hamburger Edition, 2002 [**Note du traducteur** : en français, il n'existe qu'une seule contribution de cet auteur : «Sur l'antisémitisme à gauche en Allemagne», notes prises durant l'une de ses conférences <http://mondialisme.org/spip.php?article2902>]
- Hawley, George, *Making Sense of the Alt-Right*, Columbia University Press, 2017
- Hensman, Rohini, *Indefensible: Democracy, Counterrevolution, and the Rhetoric of Anti-Imperialism*, Haymarket Books, 2018
- Hirsh, David, «How raising the issue of antisemitism puts you outside the community of the progressive: The Livingstone Formulation», in Eunice G. Pollack (dir.), *Anti-Zionism and Antisemitism: Past & Present*, Academic Studies Press, 2016
- Hirsh, David, *Contemporary Left Antisemitism*. Routledge, 2018
- Hsieh, Steven et Eli Sanders, «We Asked Seattle Politicians to Respond to Activist Omari Tahir Garrett's Anti-Semitic and Anti-Asian Remarks», *The Stranger*, April 4, 2017 <https://www.thestranger.com/slog/2017/04/06/25062664/we-asked- seattle-politicians-to-respond-to-activist-omari-tahir-garretts-anti- semitic-and-anti-asian-remarks>
- Imhoff, Maximilian Elias, «Linker antiisraelischer Antisemitismus als Antijudaismus: Eine quantitative Studie», *Zeitschrift für Politik*, vol. 59, n° 2 (juin 2012), pp. 144-167
- Jewish Voice for Peace, *On Antisemitism*, Haymarket Books, 2017

- Jews for Racial and Economic Justice (JFERJ). *Understanding Antisemitism: An Offering to Our Movements*, novembre 2017
- Johnson, Alan, «The Left and the Jews: Time for a Rethink», *Fathom*, automne 2015
- Joyce, Fay S., «Jackson admits saying “Hymie” and Apologizes at a Synagogue», *New York Times*, 1984
- Kaplan, Edward H. et Small, Charles A., «Anti-Israel Sentiment Predicts Anti-Semitism in Europe», *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 50, n° 4, 2006, pp. 548-561
- Kerl, Kristoff, *Männlichkeit und moderner Antisemitismus. Eine Genealogie des Leo Frank-Cases, 1860er-1920er Jahre*, Böhlau Verlag 2017
- Kivel, Paul, «I’m not White, I’m Jewish. Standing as Jews in the Fight for Social Justice», 1998. <http://paulkivel.com/resource/im-not-white-im-jewish-standing-as-jews-in-the-fight-for-racial-justice/>
- Klepfisz, Irena, «Antisemitism in the Lesbian/Feminist Movement», in Torton Beck, Evelyn (dir.). *Nice Jewish Girls: A Lesbian Anthology*, Beacon Press (1989), pp. 51-57
- Kulwin, Noah, «Ilhan Omar Was Right», *Jacobin*, 12 février 2019
- Laqueur, Walter, *L’antisémitisme dans tous ses états. Depuis l’Antiquité jusqu’à nos jours*, [2006], Editions Markus Halter, 2010
- Lester, Julius, «You Can’t Go Home Again: Critical Thoughts on Jesse Jackson», *Dissent*, hiver 1985
- Levick, Adam, «Guardian Praises Anti-Semitic Site CounterPunch as Progressive», *Algemeiner.com*, 25 juillet 2002
- Linfield, Susie, *The Lions’ Den: Zionism and the Left from Hannah Arendt to Noam Chomsky*, Yale University Press, 2019
- Marxist-Humanist Initiative, «Beware of Left Anti-Semitism. Jew-Hatred Appears in Conspiracy Theories, Anti-Americanism, Lesser-Evilism, and Single-Issue Thinking» (2011), <http://www.marxisthumanistinitiative.org/mhieditorial/condemn-left-anti-semitism-conspiracy-theories-and-other-limits-on-thought.html> [03.02.2020]
- Memmi, Albert, *La libération du Juif*, Gallimard, 1966 [1973, traduction anglaise]
- Neiwert, David, *Alt-America: The Rise of the Radical Right in the Age of Trump*, Verso, 2017
- Norwood, Stephen, *Antisemitism and the American Far Left*, Cambridge University Press, 2013
- Novick, Peter, *L’Holocauste dans la vie américaine*, Gallimard, [1999] 2001 (traduction française)
- Pidly, Carly, «Even the Women’s March Apology Erases Jewish Women», *Tablet*, 12 novembre 2018
- Pike, Fredrick B., *FDR’s Good Neighbor Policy: Sixty Years of Generally Gentle Chaos*, University of Texas Press, 1995
- Pink, Aiden, «Will Ties to Louis Farrakhan Spur Jews to Shun Women’s March?», *Tablet*, 6 mars 2018
- Lyons, Matthew, «Rightists woo the Occupy Wall Street movement», *Threewayfight blog*, 8 novembre 2011
- McSweeney, Leah et Jacob Siegel, «Is the Women’s March Melting Down?», *Tablet*, 10 décembre 2018
- Mearsheimer, John et Stephen Walt, «The Israel Lobby», *London Review of Books*, Volume 28 n° 6, 23 mars 2006. [L’article a ensuite grossi pour devenir un livre aussitôt traduit et publié aux Editions La Découverte, sous le titre *Le lobby israélien et la politique étrangère américaine*, 2007, NdT.]
- Moore, Deborah Dash. *B’nai B’rith and the Challenge of Ethnic Leadership*. SUNY Albany Press, 1981
- Mudede, Charles, «Anti-Semitic Remarks at a Black Lives Matter Event Appear to Go Unchallenged», *The Stranger*, 2 septembre 2015
- New World Liberation Front, «Communique», 1976
- Postone, Moishe, «Anti-Semitism and National Socialism: Notes on the German Reaction to ‘Holocaust’», *New German Critique*, n° 19, numéro spécial, n° 1 (hiver 1980), pp. 97-115. **Traduction**

française par L. Mercier et O. Galtier: dans le recueil d'articles de Postone intitulé *Critique du fétiche-Capital. La gauche, l'antisémitisme et le capitalisme*, PUF, 2013, et aussi sur la Toile

<http://www.palim-psao.fr/2019/02/antisemitisme-et-national-socialisme-par-moishe-postone.html>

Postone, Moishe, «History and Helplessness: Mass Mobilization and Contemporary Forms of Anticapitalism», *Public Culture*, 18:1 Duke University Press) 2006. **Traduction française par Stéphane Besson** :

<http://www.palim-psao.fr/2017/04/histoire-et-impuissance-politique-mobilisation-de-masse-et-formes-contemporaines-d-anticapitalisme-par-moishe-postone.html>

Rosenblum, April. «The Past Didn't Go Anywhere: Making Resistance to Antisemitism Part of All of Our Movements», 2007 <https://www.aprilrosenblum.com/thepast>

Rosenfeld, Alvin, *Anti-Zionism and Antisemitism: The Dynamics of Delegitimization*, Indiana University Press, 2019

Savage, Luke, «Democrats Are Failing Ilhan Omar», *Jacobin*, 16 avril 2019

Sharansky, Natan, «3D test of anti-semitism: Demonization, double standards, delegitimization» in *Jewish Political Studies Review*, volume 16, n° 3/4, 2004, <https://jcpa.org/article/3d-test-of-anti-semitism-demonization-double-standards-delegitimization/>

Shire, Emily, «Antisemitism is Flourishing on the Left. Why does No One Care?» *Forward*, 27 mars 2018. <https://forward.com/opinion/397700/anti-semitism-is-flourishing-on-the-left-why-does-no-one-care/>

Shupak, Greg, «People Who Kill Children», *Jacobin*, 7 juillet 2014

Southern Poverty Law Center, «Louis Farrakhan»,

<https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/individual/louis-farrakhan>

Stember, Charles H./Sklare, Marshall/Salomon, George et al. (dir), *Jews in the Mind of America*, Basic Books, 1966

Stoetzler, Marcel. «Critical Theory and the Critique of Anti-Imperialism», in Best, Beverley ; Werner Bonefeld ; Chris O'Kane (dir.), *The Sage Handbook of Frankfurt School Critical Theory*, vol. 3, 2018.

Traduction française : «Théorie critique et impérialisme», <http://nfnf.eu/spip.php?article863>

Stuyvesant, Peter, «Petition to Expel the Jews from New Amsterdam», 22 septembre 1654

Sunshine, Spencer, «The Right Hand of Occupy», *Political Research Associates*, 2014

Tabarovsky, Izabella, «The Left Can No Longer Excuse Its Anti-semitism», 19 août 2019.

<https://forward.com/opinion/429787/the-left-can-no-longer-excuse-its-anti-semitism/>

Taylor, Blair, «Ruthless Critique or Selective Apologia: The Postcolonial Left in Theory and Practice», *Amerikastudien/American Studies*, Vol. 62, n° 4, 2017

Volkov, Shulamit, «Antisemitism as a Cultural Code», *Leo Baeck Institute Yearbook* (1978)

Volkov Shulamit, 2006, «Readjusting Cultural Codes: Reflections on Anti-Semitism and Anti-Zionism», *The Journal of Israeli History*, vol. 25, n° 1 2006, pp 51-62

Ward, Eric, «Skin in the Game: How Antisemitism Animates White Nationalism», *Political Research Associates*, 29 juin 2017

Willis, Ellen, «Why I'm and Anti-Anti-Zionist», *Tablet*, 13 août 2013

Wistrich, Robert. *From Ambivalence to Betrayal: The Left, the Jews, and Israel*, University of Nebraska Press, 2012

Wolfe, Ross, «Reflections on Left Antisemitism», blog The Charnel House, 30 avril 2016

GLOSSAIRE (établi par le traducteur¹)

AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) : lobby pro-israélien créé en 1963, dans le prolongement des activités de l'American Zionist Committee. Il s'appuie sur plus de 70 organisations juives aux Etats-Unis qui sont représentées à sa direction. Ses activités font régulièrement l'objet de critiques des antisionistes, qu'ils soient d'extrême droite ou d'extrême gauche, qui l'accusent d'influencer (voire de déterminer) la politique étrangère des Etats-Unis.

Anti-Defamation League (ADL) : créée en 1913 par le Bnai Brith, organisation juive elle-même fondée en 1843 sur le principe de «loges» regroupant des Juifs de différents milieux (en réalité surtout des notables) qui souhaitent lutter «*pour la démocratie, contre l'intolérance et contre l'antisémitisme*». Cette fondation dispose de moyens financiers considérables (par exemple, elle a récolté 67 millions de dollars pour la seule année 2016). L'ADL soutient à fond l'Etat américain (de sa participation à la chasse aux sorcières contre les communistes – staliniens – dans les années 1940 et 1950 à la décision de Trump de déplacer son ambassade à Jérusalem en 2020). Elle consacre beaucoup d'énergie à dénoncer les suprémacistes blancs et le Ku Klux Klan tout en incitant le FBI à surveiller de plus près... les musulmans et les «Arabes» dont elle doute de la capacité à devenir de «bons» Américains. L'ADL est l'objet de violentes critiques de la part des associations de gauche, notamment celles animées par des Afro-Américains, des «Arabes» ou des «musulmans». En effet, ceux-ci considèrent que l'ADL tente de discréditer toutes les initiatives de solidarité avec la Palestine comme étant antisémites (NdT)..

alt-right : l'alt-right rassemble des individus aux appellations très diverses comme les «réalistes raciaux», «les archéofuturistes», les «anarchocapitalistes», etc. Selon Shane Burley, «*l'alt-right défend le nationalisme racial, l'inégalité entre les peuples et les races, les rôles de genre traditionnels, l'antisémitisme, la nécessité d'une hiérarchie et une hostilité générale contre la démocratie. Ce qui différencie ce courant des néonazis qui vocifèrent en brandissant des svastikas, c'est le fait que l'alt-right rassemble des individus doués en informatique, qui emploient des éléments de langage intelligents et reconnaissables, sont issus de la classe moyenne supérieure et ont fait des études universitaires*».

Le blog le plus connu est *The Right Stuff* avec ses podcasts *The Daily Shoah* (allusion à l'émission *The Daily Show*, tout comme Dieudonné et sa chanson antisémitique *Shoananas*). Il faut signaler aussi le site *The Daily Stormer* (allusion à l'hebdomadaire nazi *Der Stürmer* publié entre 1923 et 1945). Mais il en existe bien d'autres.

Atzmon, Gilad (1963-): musicien de jazz, né en Israël et ayant renoncé à sa nationalité israélienne pour acquérir la nationalité britannique et faire une carrière de Juif «antisioniste». Soutenu par les néotrotskystes anglo-saxons du SWP, il a été invité en France, le 7 octobre 2009, par la librairie Résistances.

Cette librairie condense toutes les «ambiguïtés» des antisionistes-antisémites : ses propriétaires sont aussi responsables du groupuscule CAPJPO-EuroPalestine qui a présenté des candidats aux élections européennes de 2004, soutenus par le négationniste Alain Soral ; ils ont été très potes avec l'agitateur antisémitique Dieudonné jusqu'en... 2004. Ils ont offert une pleine vitrine à un livre antisémitique *Sarkozy*,

¹ Le contenu de ce glossaire ne reflète pas forcément le point de vue des auteurs et vise à faire connaître soit des personnalités politiques peu connues en France soit un jargon utilisé surtout dans les milieux universitaires.

*Israël et les Juifs*¹, ce qui leur a valu une intrusion violente d'un groupuscule d'extrême droite (la Ligue de défense juive) contre leurs locaux, en juillet 2009. Suite à cette agression, ils ont organisé, avec la gauche et l'extrême gauche locales, un rassemblement devant leur librairie et donné la parole à l'avocat du... négationniste Faurisson, John Bastardi Dumont, qui s'était évidemment bien gardé de les informer !

En France, Gilad Atzmon a été également soutenu par le défunt site et réseau de traducteurs Tlaxcala.es, créé par Fausto Giudice et Marcel Charbonnier, deux proches de Ginette Hess-Skandrani qui, elle, anime le site Entre la plume et l'enclume où elle publie des textes de Gilad Atzmon comme ceux des négationnistes Robert Faurisson, Roger Garaudy et Pierre Guillaume, et relaie les articles de l'auto-proclamé «national socialiste» Alain Soral.

Blanchité ou blanchitude : ce terme «désigne l'hégémonie sociale, culturelle et politique blanche à laquelle sont confrontées les minorités ethnoraciales, aussi bien qu'un mode de problématisation des rapports sociaux de race [...]. Loin de tomber dans le piège de l'essentialisation, le concept de blanchité ne renvoie toutefois ni à un type corporel, ni à une origine définie, mais à un construit social : aux modalités dynamiques par lesquelles, dans certains contextes sociohistoriques, certains individus ou groupes peuvent être assignés (selon un processus d'allo-identification) ou adhérer (selon un processus d'auto-identification) à une "identité blanche" socialement gratifiante²».

Cette définition illustre les contorsions idéologiques de nombreux militants : d'un côté, l'auteur utilise un concept racial fondé sur des phénotypes (la couleur de la peau) ; de l'autre, il prétend que cela n'a rien à voir avec un «type corporel» ou avec une «essentialisation» de la race blanche !

Les partisans de ce concept souhaitent démontrer que les majorités européennes ou euro-américaines (qu'ils appellent «blanches» ou postcoloniales) en Occident vivent dans une splendide ignorance et inconscience des discriminations racistes. Cette ignorance réelle, ou cette volonté plus ou moins consciente de ne pas voir les effets du racisme systémique contre les minorités d'origine non européenne, permet à la domination du groupe ethno-national dominant de se reproduire tranquillement, tant que la supercherie n'est pas dévoilée.

Call-out culture : en France, elle est plus connue sous le nom de... «cancel culture». Selon le dictionnaire Cambridge, il s'agit d'un «mode de comportement pratiqué dans une société ou dans un groupe, selon lequel certaines personnes sont souvent critiquées en public, par exemple sur les réseaux sociaux, à cause de leurs propos ou de leurs actes, ou sont invitées à expliquer publiquement leur comportement» jugé inacceptable par celles et ceux qui le dénoncent.

¹ Livre présenté par Alain Gresh comme n'étant pas antisémite (<https://blog.mondediplo.net/2009-08-27-Sarkozy-Israel-et-les-Juifs>). Quiconque connaît l'itinéraire de Paul-Eric Blanrue avant et après cette affaire ne peut que s'esclaffer devant le plaidoyer de Gresh et de Résistances. En effet, Blanrue a, selon son blog en 2009, milité chez les jeunes du RPR, au PCF et à l'Union des athées (proche de la Fédération anarchiste et islamophobe), ce qui est faire preuve d'un éclectisme inquiétant, surtout quand on sait qu'il se réclame également de Fidel Castro, José Marti, du bolivarianisme Chavez, des «traditions populaires authentiques» et de «l'esprit républicain». Il s'est ensuite rapproché du négationniste Faurisson et assisté à son procès (2009), a lutté pour la libération du négationniste Vincent Reynouard (2010), réalisé un documentaire sur Faurisson (2011), publié un second livre antisémité dans la maison d'édition du négationniste Alain Soral (2013) et s'est finalement converti à l'islam pour dénoncer la «pseudo-laïcité». Bref une girouette «rouge brune» et antisioniste typique !

² Maxime Cervulle, «La conscience dominante. Rapports sociaux de race et subjectivation», <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2012-2-page-37.htm>.

Code Pink –Women for Peace : ONG «à but non lucratif», fondée à l’origine par des femmes, en 2002, mais ouverte aux hommes. Se présente comme «un mouvement de base pour la paix et la justice sociale qui veut mettre fin aux guerres et occupations financées par les Etats-Unis, ainsi que combattre le militarisme afin de rediriger nos ressources vers la santé, l’éducation, les emplois verts et autres activités favorables à la vie». L’organisation soutient BDS et mène campagne contre l’usage des drones, le désarmement et pour plusieurs autres causes, dont le boycott de l’Arabie saoudite. Pour plus de détails, cf. son site : <https://www.codepink.org>

Colonialisme de peuplement : selon Lorenzo Veracini, «Le colonialisme de peuplement est un mode de domination spécifique, dans lequel une communauté de colons exogènes se déplace de façon permanente vers un nouveau lieu, élimine ou déplace les populations et souverainetés autochtones, et se constitue en organe politique autonome». Cette définition peut s’appliquer à bien des pays (à commencer par les Etats-Unis, mais aussi l’Australie, le Canada, etc.) et certains universitaires comme Veracini l’utilisent pour définir Israël dans le cadre des «*settler colonial studies*» (Etudes sur le colonialisme de peuplement). Le colonialisme classique repose sur l’exploitation directe des «indigènes», alors que le colonialisme de peuplement vise à les marginaliser, voire à les expulser hors des frontières du territoire conquis, afin de conserver une hégémonie démographique incontestable.

Duke, David (1950-) : ancien dirigeant du Ku Klux Klan, militant raciste et antisémite, il a été député à la Chambre des représentants de Louisiane de 1989 à 1993, et candidat malheureux à diverses élections depuis lors, sous les couleurs du Parti républicain. Au nom de la «liberté et de la diversité humaine» il utilise un vocabulaire proche de celui de l’extrême gauche : en effet, il dénonce le «sionisme mondialiste», les «médias inféodés aux sionistes», la «corruption politique sioniste», les «banques internationales criminelles», les guerres d’Irak, le «génocide palestinien» et même «l’impérialisme» (Mais il corrige aussitôt le tir en précisant que tous les peuples et toutes les religions sont impérialistes à un moment de leur histoire !) Il combine des propos «radicaux» avec un discours d’extrême droite, puisqu’il compare «l’immigration de masse» à une «colonisation» et à un «crime contre les droits humains»

«Formule de Livingstone» (selon David Hirsh)

«En février 2005, Ken Livingstone, alors maire de Londres, s’est retrouvé impliqué dans une dispute apparemment banale avec un journaliste, en fin de soirée, après une fête à l’hôtel de ville. Oliver Finegold lui a demandé comment s’était passée la fête. Livingstone était en colère car il avait l’impression que Finegold essayait de le coincer. Après un bref échange de propos ironiques, au cours duquel le journaliste lui a expliqué qu’il essayait seulement de faire son travail, Livingstone a répliqué en lui demandant s’il avait été auparavant un “criminel de guerre allemand”. Finegold a répondu que ce n’était pas le cas, qu’il était juif et se sentait offensé par cette suggestion. Livingstone a poursuivi en insistant sur le fait que Finegold se comportait comme un “criminel de guerre allemand”, que son journal, The Standard, “était une bande d’ordures et de bigots réactionnaires” et qu’il était connu pour son soutien au fascisme.

Le lendemain, au lieu de présenter ses excuses, de reconnaître sa gaffe et de passer à autre chose, Livingstone a vu dans la publication de cet échange dans la presse une opportunité politique. Il a écrit un article critiquant Ariel Sharon, alors Premier ministre d’Israël, et a répondu ainsi aux accusations d’antisémitisme formulées dans le cadre de son affrontement verbal avec Finegold : «Depuis bien trop longtemps, l’accusation d’antisémitisme est utilisée contre quiconque critique la politique du gouvernement israélien, comme je l’ai fait.»

J'ai appelé ce procédé la formule de Livingstone. Ce dispositif rhétorique permet à son utilisateur de répondre à une accusation d'antisémitisme en refusant de tenir compte de l'accusation portée. Cette formule fonctionne comme un miroir qui renvoie une accusation d'antisémitisme à quiconque l'exprime et permet de lancer une contre-accusation de participation à une conspiration juive (ou «sioniste») malhonnête.

La formule de Livingstone a deux fonctions.

Premièrement, elle nie implicitement l'existence d'une distinction entre, d'une part, la critique d'Israël, largement acceptée comme légitime, et, d'autre part, des discours et des actes susceptibles d'être antisémites. La formule de Livingstone mélange une critique normale d'Israël avec d'autres propos inadmissibles, comme le fait d'insulter à plusieurs reprises un journaliste juif en le comparant à un nazi, propos qu'elle fait passer pour une critique légitime d'Israël.

Deuxièmement, la formule de Livingstone ne se contente pas d'accuser quiconque soulève la question de l'antisémitisme contemporain d'avoir tort, elle l'accuse également d'être de mauvaise foi : "l'accusation d'antisémitisme est utilisée contre quiconque critique (...)" [souligné par moi], a déclaré Ken Livingstone. Il ne s'agit pas d'une erreur honnête, mais d'un plan secret et commun pour tenter de délégitimer toute critique contre Israël en brandissant une accusation d'antisémitisme et en inventant un péril imaginaire. Les personnes (non spécifiées) préoccupées par l'antisémitisme sont accusées d'avoir des intentions malveillantes. Selon cette logique, tout individu qui "utilise" "l'accusation d'antisémitisme" afin de délégitimer une critique contre Israël est animé par une intention malhonnête.»

[David Hirsh «Accusations of malicious intent in debates about the Palestine-Israel conflict and about antisemitism The Livingstone Formulation, "playing the antisemitism card" and contesting the boundaries of antiracist discourse», *Transversal* n° 1, 2010, disponible en ligne.]

Quelques extraits de son premier livre ont été traduits sous le titre : «Quelques pistes sur l'antisionisme de gauche» <http://nfnf.eu/spip.php?article569>.

Dyke March (littéralement «marche des gouines») : marches lesbiennes organisées pour la première fois aux Etats-Unis en 1993 à Washington. Elles ont lieu généralement avant la Marche des fiertés annuelles. Une «marche lesbienne pour l'ouverture de la PMA» a eu lieu à Paris, le 25 avril 2021.

Homo-nationalisme : «selon Jasbir Puar, "dans le contexte de l'après-11 Septembre, l'invocation du terroriste en tant que figure de l'étranger, de l'altérité queer et de la perversion raciale joue désormais un rôle essentiel dans le scénario normatif de la "guerre contre le terrorisme" menée par les États-Unis". C'est justement pour décrire ces opérations d'exclusion de la nouvelle figure du terroriste par l'inclusion du patriote LGBTQI normalisé que Jasbir Puar introduit le concept d'homonationalisme. Ce concept provient, en effet, de la contraction du terme «homonormativité» de Lisa Duggan avec le terme «nationalisme». Selon elle, "l'homonationalisme est ainsi la manifestation d'une collusion entre homosexualité et nationalisme aussi bien générée par les sujets gays, lesbiens et queer eux-mêmes que par la rhétorique de l'inclusion patriotique dans la Nation. La production de corps gays, lesbiens et queer joue un rôle crucial dans le déploiement du nationalisme et du patriotisme états-uniens, dans la mesure où ces corps pervers entérinent la norme hétérosexuelle, mais également en ce que certains corps homosexuels domestiqués approvisionnent en munitions les projets nationalistes"». Ces explications sont extraites d'un article non moins jargonnant de Gianfranco Rebuticini. Pour ceux qui s'intéressent aux discours identitaires et veulent en savoir plus : <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2013-1-page-75.htm#no12>

Icke, David (1952-) : ancien joueur de football britannique, ex-journaliste sportif à la BBC, ex-membre du Green Party, le parti écologiste britannique, il est devenu l'une des figures phares du complotisme grâce à ses 800 000 abonnés sur Facebook et à ses ouvrages qui se vendent très bien. Selon Icke, *«le coronavirus a été créé par la dynastie bancaire des Rothschild»* et l'Etat d'Israël profite de la pandémie *«pour tester sa technologie»*.

Jackson, Jesse (1941 -) : pasteur baptiste qui a commencé sa carrière politique dans le mouvement des droits civiques, puis au sein du Parti démocrate puisqu'il a été candidat à l'investiture en 1984 et 1988.

Jewish Voice for Peace (JVP) : groupe initialement créé en 1996, dans la région de San Francisco, par trois étudiants de Berkeley. Son site affirme que JVP aurait 60 sections à l'échelle nationale et recevrait les dons de 10 000 personnes. Il veut *«soutenir et mener des campagnes pour changer la politique américaine, modifier le discours américain, voire les règles du jeu, afin de créer les conditions politiques qui permettront aux Israéliens et aux Palestiniens de parvenir à une paix juste et durable.»* D'autre part, selon JVP, *«le sionisme a été une réponse fautive et manquée à la question désespérément réelle que se posaient beaucoup de nos ancêtres sur la manière de protéger la vie des Juifs contre l'antisémitisme meurtrier en Europe. [...] le sionisme qui s'est imposé et se maintient aujourd'hui est un mouvement de colonisation, qui a établi un État d'apartheid où les Juifs ont plus de droits que les autres.»*

«**Main Street**» (littéralement la «rue principale») symbolise les petits investisseurs individuels «honnêtes», les consommateurs soucieux d'«éthique» et les PME qui travaillent dur sans être jamais aidées par l'Etat (bref, la prétendue «économie réelle» et la gentille «classe moyenne») par opposition à «Wall Street» où officient les grandes sociétés d'investissement et qui symbolise la haute finance, les grandes banques et les entreprises de taille mondiale (bref, le marché irrationnel des capitaux, manipulé par les méchants financiers), grosses entreprises et banques qui, en cas de crise, reçoivent d'énormes subventions publiques. En réalité tout ce petit monde est interdépendant dans le cadre de l'exploitation capitaliste, et il est vain d'opposer Main Street et Wall Street.

Mallory, Tamika (1980-) : militante féministe, une des principales organisatrices de la Marche des femmes en 2017, mais aussi dirigeante de NAN, une organisation spécialisée dans la défense des droits civiques fondée par le révérend Al Sharpton en 1991, puis directrice d'une boîte de consultants pour les entreprises. En février 2018, Tamika Mallory a assisté à un discours de Farrakhan dans lequel il a déclaré : *«Les Juifs [sont] responsables de toutes ces saloperies et ces comportements dégénérés créés par Hollywood, où les hommes deviennent des femmes et les femmes des hommes.»* Non seulement elle a refusé de condamner les propos de Farrakhan mais elle en a rajouté une couche : *«les Juifs blancs, en tant que blancs, contribuent à renforcer le suprémacisme blanc, tous les Juifs font partie de ce système.»*

Mizrahim : mot hébreu dont la signification a considérablement varié et est l'objet de polémiques virulentes en Israël, y compris parmi les «premiers concernés». Désigne, grosso modo, les Juifs dits «orientaux», donc originaires d'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen-Orient (et qui n'en auraient pas bougé depuis 4 000 ans), mais aussi parfois ceux d'Asie centrale, par opposition aux Juifs européens dits «ashkénazes» ou aux Juifs «sépharades» qui, originaires d'Espagne ou du Portugal, sont arrivés en «Orient» plus tard que les «mizrahim», ou se sont installés dans d'autres pays d'Europe, après leur expulsion en 1492

Neturei Karta («les Gardiens de la Cité»): Groupuscule de juifs orthodoxes, créé en 1938, présent en Israël et à New York. Ils ont été soutenus, en France, par l'agitateur antisémite et négationniste Dieudonné, le «national socialiste» Alain Soral et le négationniste Robert Faurisson.

New World Liberation Front : groupuscule clandestin «marxiste-léniniste-maoïste» californien, apparu en 1974, qui commit plusieurs dizaines d'attentats contre des banques, des centrales électriques, des voitures et des immeubles de bureaux mais aussi quelques personnalités (sans les blesser).

Omar, Ilan (1982-) : députée démocrate à la Chambre des représentants de l'Etat du Minnesota, puis des Etats-Unis. Elle a soutenu Bernie Sanders et a été plusieurs fois au centre de polémiques à cause de ses positions sur Israël, ou de son refus de reconnaître le génocide arménien.

Perez, Carmen (1977-) : militante des droits humains, directrice d'une ONG, cette personnalité médiatique invitée dans de nombreuses commissions sur différents sujets (prisons, prévention de la violence, égalité des sexes, délinquance juvénile, réforme de la justice, coopération locale avec la police, etc.), a refusé à plusieurs reprises de condamner Farrakhan tout en expliquant que les femmes juives étaient «*les bienvenues*» dans la Marche des femmes, que son silence sur la question de l'antisémitisme au sein du mouvement était lié à «*une grossesse difficile à l'âge de 41 ans*» (?) et en acceptant de suivre une formation de «*sensibilisation à l'antisémitisme*» ! Aux Etats-Unis, les hommes et femmes politiques peuvent dire n'importe quoi, pourvu qu'ensuite ils (et elles !) se repentent de leurs «péchés» et suivent une formation auprès des personnes qu'ils ont offensées....

Pinkwashing (littéralement, lavage – ou teinture – en rose) : selon les inventeurs de cette expression péjorative, il s'agit d'une technique marketing et de communication qui consiste à apporter un soutien (jugé factice) à la cause des LGBTQIA+ pour en retirer un bénéfice économique ou politique. Cela va de l'industrie du divertissement à celle de la mode en passant par le textile, l'industrie pétrolière, la tech, Nike, Calvin Klein, Marks and Spencer, Evian, la commercialisation des Marches des fiertés, etc. Ces proclamations d'amitié se retournent souvent contre leurs promoteurs.

Politique mondiale. La «politique mondiale» est un concept plus large que la «politique internationale» (circonscrite aux Etats) puisqu'elle englobe tous les acteurs publics et privés à l'échelle globale, multinationales, partis, ONG, guérillas, etc.

Populistes : aux Etats-Unis, au XIXe siècle, sont apparues plusieurs organisations populistes comme les Farmers Alliances (les Alliances de fermiers) ou le People's Party (le Parti du peuple) qui ont été présentés par Serge Halimi, dans un article du *Monde diplomatique* en avril 1996, et J.-C. Michéa dans son livre *Les mystères de la gauche* (2013) comme des organisations ayant prôné la «sortie du capitalisme». En réalité, le People's Party s'allia au Ku Klux Klan dans certains Etats et y soutint des lois ségrégationnistes, tout en tentant de gagner les voix des fermiers noirs dans d'autres Etats... sans les intégrer dans ses rangs ; il exigea des wagons de chemins de fer séparés pour les Noirs, défendit l'adoption de lois racistes contre les immigrés chinois et présenta des candidats partisans de la suprématie blanche lors de certaines élections. La propagande raciste de certains de ses dirigeants contre les Afro-Américains était fondée sur des théories eugénistes et pseudo-scientifiques. Le programme du People's Party, loin de prôner la «sortie du capitalisme», comme l'affirment mensongèrement Michéa et

Halimi, était au contraire un programme pour mieux réguler le capitalisme, notamment les banques, les chemins de fer et en général les monopoles.

Privilège (théorie du) : *«Au cœur de la théorie des privilèges se trouve l'idée que l'oppression fonctionne par le biais d'une série d'avantages non mérités dont bénéficient ceux qui ne subissent pas une oppression particulière. Ainsi, tous les hommes, les Blancs ou les hétérosexuels, par exemple, bénéficieront de privilèges découlant du fait qu'ils ne sont pas confrontés au sexisme, au racisme ou à l'homophobie. Le bénéficiaire de ces privilèges peut en être totalement inconscient – en fait, les théoriciens des privilèges s'attachent à ce qu'ils décrivent comme "rendre les privilèges visibles" – en alertant les gens sur les avantages non mérités qu'ils considèrent comme acquis. De même, les individus ne choisissent pas d'avoir ou non ces "privilèges" – ils sont automatiquement accordés en vertu de la race, du sexe, de la sexualité, etc. d'une personne. Dans ce cadre, la classe sociale n'est qu'une des innombrables divisions oppressives de la société.*

Les privilèges sont souvent considérés comme opérant à un niveau psychologique, sous la forme d'un préjugé inconscient (et donc inéluctable). C'est pourquoi une grande partie de la pratique des théoriciens des privilèges consiste à exhorter les autres à "vérifier leurs privilèges" – en d'autres termes, à suggérer que les actions ou les idées contestées proviennent des préjugés inconscients qui découlent directement de la "position privilégiée" d'une personne.» Extrait d'un article critique publié dans l'*International Socialism Journal* <https://isj.org.uk/whats-wrong-with-privilege-theory/>.

Queer : selon le site canadien, très politiquement correct, interligne.co, *«Le terme "Queer" est un mot anglosaxon signifiant "bizarre" ou "étrange". Il a d'abord servi d'insulte envers les hommes homosexuels. Vers la fin des années 80, les personnes des communautés LGBTQ+ se le sont réapproprié pour en faire un symbole de contestation et d'auto-détermination face aux standards sociaux en matière de genre et de sexualité. (...) Le terme "Queer" peut également être remplacé par allosexuel.le ou altersexuel.le. Il s'agit d'un terme parapluie au sens fluide qui englobe toutes les orientations sexuelles et identités de genre. Son utilisation permet d'affirmer une différence sans avoir à la définir de façon rigide. Plusieurs personnes LGBTQ+, malgré qu'elles puissent ne pas adhérer à la binarité des genres et sexualités et refuser les étiquettes, ne s'identifient pas au terme queer.»*

Racisme systémique (ou racisme institutionnel) : *«Kwame Ture, dirigeant du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, a défini, le premier, le racisme institutionnel comme un ensemble de problèmes très différents de ceux posés par l'existence, bien réelle mais spécifique, du racisme individuel. Pour Ture, le racisme institutionnel "exprime l'incapacité collective d'une organisation à fournir un service professionnel adéquat à des individus en raison de leur couleur, de leur culture ou de leur origine ethnique". Si l'on élargit le sens de la notion de "service" pour y inclure les façons dont toute société s'organise pour produire et distribuer ses ressources collectives à ses membres, le champ d'application et la validité plus générale de cette définition sautent aux yeux.*

Le racisme institutionnel dépasse le domaine des intentions ou des convictions individuelles, qui caractérisent le racisme individuel. C'est un processus qui a un impact sur toute la société. Il n'a pas besoin de racistes pour faire fonctionner efficacement une structure sociale qui distribue des avantages et des privilèges à certaines personnes sur la base d'une identité raciale, tout en désavantageant d'autres sur la base d'une autre identité raciale. Il se caractérise par des actions cachées ou manifestes, qui offrent à leurs bénéficiaires le pouvoir social de nier la présence d'un privilège racial immérité,

malgré les preuves multiples de son existence. Lorsqu'il réussit à être parfaitement efficace, le racisme institutionnel pousse même ses victimes à se demander si elles ne sont pas responsables de leur propre discrimination¹.»

Revolutionary Communist Party : groupuscule maoïste fondé en 1975 et dirigé par Bob Avakian, «*le penseur et le dirigeant politique le plus important au monde aujourd'hui*», selon son site.

Roberts, Paul Craig (1939-) : économiste et journaliste américain, sous-secrétaire de l'administration du Trésor durant la présidence Reagan. Opposé à la guerre en Irak, il collabore à la fois à des revues conservatrices et à des publications «de gauche» comme *Counterpunch*. Considère le négationniste David Irving comme un «grand historien» et défend des hypothèses complotistes aussi bien à propos des attentats du 11-Septembre que de ceux de *Charlie Hebdo*.

Sarsour, Linda (1980-) : fille d'immigrés palestiniens, militante d'une organisation caritative privée (Arab Americans of New York) dont les actifs étaient de 75 millions de dollars en 2020, puis organisatrice de la Marche des femmes en 2017 et 2019 et membre des Democratic Socialists of America. (DSA a été créée en 1973 après la disparition du Parti socialiste et ses effectifs ont considérablement augmenté depuis 2015.) Comme Tamika Mallory et Ilhan Omar, Sarsour est constamment dénoncée par la droite et l'extrême droite, mais aussi par une bonne partie des «libéraux» et des démocrates. Sarsour, qui répète régulièrement que Farrakhan est l'un de ses «héros», l'un des «*grands dirigeants de notre époque*», est intervenue en 2015 dans une réunion de la NOI (Nation de l'Islam) pour célébrer le 20^e anniversaire de la «Marche d'un million d'hommes» de 1995. Elle a déclaré : «*ceux qui justifient les massacres du peuple palestinien et les appellent des dommages collatéraux sont aussi ceux qui justifient le meurtre de jeunes hommes et femmes noirs*» aux Etats-Unis, établissant un lien direct entre Israël, les «sionistes», les Juifs et les racistes américains.

Schlafly, Phyllis (1924-2016) : lobbyiste américaine anticommuniste et antiféministe.

Shamir, Israël : polémiste antisémite et antisioniste, né en 1947 en URSS, et à la biographie controversée, entre ses nombreux changements de nom, de nationalité, de résidence, de religion et d'appartenance politique, de l'extrême gauche à l'extrême droite.

Soul-Searching : littéralement «exploration de l'âme». Cette «*réflexion profonde et anxieuse sur ses émotions et ses motivations ou sur la justesse d'une action*» a beaucoup de points communs avec une démarche religieuse, comme une bonne partie de la culture identitaire post-moderne.

Southern, Laura (1995-) : Canadienne très active sur les réseaux sociaux de l'extrême droite anglophone.

Sowell, Thomas (1930-) : professeur d'université afro-américain et économiste membre de l'Ecole de Chicago, dont les interviews ou conférences réactionnaires abondent sur Youtube.

SWP : Organisation trotskyste fondée en 1938, donc qui n'appartenait pas vraiment à la Nouvelle Gauche. Membre important de la même «Quatrième Internationale» que les trotskystes français de la Ligue communiste et de la LCR jusqu'en 1990.

Thomas, Clarence (1948-), juge afro-américain particulièrement conservateur qui siège à la Cour

¹ Cf Y.C., <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1057> (NdT).

suprême depuis 1991.

Théorie critique de la race : en réalité, il existe plusieurs théories critiques de la race. Au milieu des années 1980, aux Etats-Unis, un certain nombre de juristes ont voulu critiquer les dimensions implicitement racistes du droit. Plusieurs écoles de pensée sont nées et leur influence a largement débordé le champ universitaire. Ces débats ont suscité une véritable guerre culturelle menée par la droite et l'extrême droite américaines, notamment sur les réseaux sociaux. Pour un point de vue très empathique avec ces théories, mais riche en informations utiles, on lira l'article de Magali Bessone «Quelle place pour la critique dans les théories critiques de la race?», *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, 2017/3, disponible sur cairn.info

Tropes : figure de rhétorique entraînant, pour un mot ou une expression, un changement ou un détournement de sens et qui repose sur des associations mentales.

Weir, Alison : Alison Weir a fondé If Americans Knew, organisation à but non lucratif, qui promeut des mythes antisémites (elle accuse, par exemple, les Juifs d'organiser un trafic d'organes à partir des corps des Palestiniens) et collabore à des sites ou journaux suprémacistes blancs